

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE SON HOMOLOGUE TUNISIEN

Page 2

QUALIFICATIONS CAN U-20

LES ALGÉRIENS EN STAGE À SIDI-MOUSSA

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4110 | Mercredi 14 octobre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

COVID-19 EN ALGÉRIE

2^E JOUR CONSÉCUTIF DE HAUSSE DE NOUVEAUX CAS

Page 3

LITTE ANTITERRORISME

WASHINGTON CONSIDÈRE L'ALGÉRIE COMME "UN PARTENAIRE FIABLE"

Page 2



ÉCOLES PRIVÉES



CE QUI VA CHANGER POUR LES FRAIS DE SCOLARITÉ

Page 3

CORPS BRÛLÉ D'UNE FEMME RETROUVÉ À EL-EULMA, SÉTIF 3 PERSONNES PLACÉES EN DÉTENTION PROVISOIRE

Page 5

LOGEMENT PUBLIC PROMOTIONNEL (LPP)

LES SOUSCRIPTEURS RETARDATAIRES INVITÉS À RETIRER L'ORDRE DE PAIEMENT

Page 5

LUTTE ANTITERRORISME

Washington considère l'Algérie comme "partenaire fiable"

Les États-Unis, dont la feuille de route "sera axée sur une politique active en Afrique", considèrent l'Algérie comme "un partenaire stratégique fiable et fort" dans la lutte contre le terrorisme sur le continent et dans le règlement de ce qui est dénommé "conflits de faible intensité."

PAR LAKHDARI BRAHIM

C'est ce qu'estime Arslan Chikhaoui, spécialiste des questions géostratégiques. Dans une contribution publiée hier dans un quotidien francophone, Arslan Chikhaoui, relève que Washington considère l'Algérie en tant que "partenaire fiable et fort qui peut jouer un rôle important comme élément de stabilité et de paix dans toute la région sahélo-saharienne ainsi qu'en Méditerranée". Il souligne que les dernières déclarations à Alger des chefs du Pentagone et d'Africom, Mark Esper et Stephen Townsend confirment ce statut de "partenaire fiable en raison de l'engagement indé-

fectible (de l'Algérie) dans la lutte contre les organisations extrémistes violentes et ses efforts dédiés à la stabilisation de la région Maghreb-Sahel par des processus de dialogue et de réconciliation politiques inclusifs (cas de la Libye et du Mali)". Pour autant, l'Algérie demeure "attachée à ses principes doctrinaux fondamentaux de non-ingérence et non-interventionnisme" et au soutien des causes justes, tient à relever Arslan Chikhaoui, également président exécutif du Centre de consultance et d'études, Nord-Sud ventures. Il rappelle, à ce titre, que les "discussions qu'ont eu les deux responsables militaires américains avec les hautes autorités algériennes étaient centrées sur la coopération militaire bilatérale et aussi sur les questions liées à la sécurité en Afrique du Nord, au Sahel et en Méditerranée". La stabilité régionale et la nécessité d'affaiblir l'influence des organisations extrémistes violentes, telles que Aqmi, Boko Haram, Al-Shabab et Daech, "ont constitué les principaux thèmes évoqués au cours des ces entretiens", selon l'expert. M. Chikhaoui, explique que les États-Unis souhaitent "passer par Alger pour lutter contre le terrorisme sur le continent et contribuer au règlement de ce qui est dénommé - conflits de faible intensité (Low Intensity Conflicts).

Il en ressort aussi des récentes déclarations des hauts responsables militaires américains que les États-Unis n'envisagent pas de quitter l'Afrique et qu'ils demeurent impliqués". Et c'est ainsi que l'Administration américaine considère que le maintien des forces opérationnelles sur le continent africain est nécessaire du fait que, "la menace terroriste en Afrique persiste et s'accroît même dans certaines régions", précise-t-il. C'est dans ce sens également que le programme d'Africom vise à "accompagner les pays de la zone sahélo-saharienne à combattre l'idéologie extrémiste et terroriste à travers le partage de l'information militaire, l'interopérabilité des systèmes de communication, l'organisation d'exercices multinationaux conjoints et combinés, le soutien logistique et enfin la formation", détaille l'analyste. Actuellement environ 6.000 militaires américains sont déployés en Afrique dont 7,5 % en Afrique de l'Ouest où ils soutiennent, notamment, les actions antiterroristes de la France au Sahel. Par ailleurs, Arslan Chikhaoui estime dans cette analyse, que "l'intérêt des États-Unis pour l'Afrique augmente au fur et à mesure que l'Europe abandonne sa - chasse gardée -, mais surtout pour contenir la propulsion de la Chine, laquelle a opté pour

un "Smart Power", combinant ainsi la diplomatie économique et commerciale et la diplomatie scientifique et sanitaire. "Il y a lieu de considérer que dans la vision géoéconomique américaine future, l'Europe et le Japon sont rivaux et la Chine un concurrent au sens le plus large du terme. Les priorités géostratégiques des États-Unis d'Amérique en Afrique sont d'abord de s'assurer une possibilité de projeter leur puissance dans tous ses recoins, et de ce fait disposer de bases", explique-t-il dans le même contexte. Donc, l'attention sera portée sur les quelques pays africains sous couvert d'une coopération globale - Win-Win - et dont le poids se fait ressentir en matière de production de pétrole, de gaz, de minerais, de terres rares, de lignes de communication maritime et d'exportation d'équipements militaires. Désormais, la feuille de route des États-Unis "sera axée sur une politique active en Afrique". Et le futur Président américain, qu'il soit républicain ou démocrate, s'attellera à "reconquérir la place de premier plan de partenaire commercial que la Chine a détrôné depuis plus de cinq ans sur le continent", conclut M. Chikhaoui. L. B.

CRISE LIBYENNE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue tunisien



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu avant-hier un appel téléphonique de la part de son homologue tunisien, Kaïs Saïed, avec lequel il a évoqué les relations bilatérales et sa visite prévue en Tunisie de même que les derniers développements au niveau régional, notamment le dossier libyen, a

indiqué hier un communiqué de la présidence de la République. Evoquant les derniers développements au niveau régional, notamment le dossier libyen, le Président Tebboune a réaffirmé la position claire et inébranlable de l'Algérie vis-à-vis de la crise libyenne, laquelle prône une solution pacifique et

politique émanant de la volonté du peuple libyen frère. "A cette occasion, le Président de la République a salué l'organisation par la Tunisie du dialogue inter-libyen sous l'égide de l'Onu, prévu en novembre prochain", ajoute la même source. R. N.



CMAPAGNE POUR LE PROJET D'AMENDEMENT CONSTITUTIONNEL

Le rôle de la société civile renforcé

Le projet d'amendement de la Constitution soumis à référendum le 1^{er} Novembre prochain est "un document important" pour le renforcement du rôle de la société civile, la promotion de l'action participative et le respect des droits et libertés, ont souligné hier à Adrar des participants à une conférence de sensibilisation dans le cadre de la campagne référendaire. Le président du bureau de l'association algérienne d'alphabétisation "Iqra" de la wilaya d'Adrar, initiatrice de la rencontre, Hamdaoui Hacène, a salué la "mise en place par les pouvoirs publics de différentes instances consultatives pour la consécration du rôle de la société civile et sa participation à la gestion des affaires publiques, à l'instar de l'observatoire national de la société civile, en plus des articles prévus dans le projet de la Constitution accordant une protection réglementaire aux associations". L'universitaire Fatima Ghâiti d'Adrar a mis en avant, à ce titre, les "droits garantis par le projet de la Constitution, dont les droits de parité, d'expression, de pro-

priété et d'autres, dont les articles 34 et 77 de ce projet". L'avocat Abdelaziz Atallah a passé en revue les volets de révision et d'amendement de la Constitution qui, a-t-il dit, renferme "23 articles dans les volets des droits et libertés et d'autres traitant du rôle de la société civile et de ses droits, dont les articles 52 et 53 liées aux libertés de rassemblement et de manifestation pacifique et la création d'associations". L'article 213 portant création de l'observatoire national de la société civile, en tant que "partenaire effectif dans la promotion de la société, ainsi que l'implication de la société dans les missions de lutte contre la corruption", ont également été évoqués par l'intervenant. Cette rencontre, abritée par la maison de la culture en présence d'universitaires et juristes, a permis d'aborder plusieurs axes prévus dans le projet de la Constitution amendée, dont la promotion des droits de la femme, le renforcement du rôle de la société civile et la moralisation de la vie politique. R. N.

IMPORTANCE DU RÉFÉRENDUM DU 1^{ER} NOVEMBRE

Une opération de sensibilisation menée par les SMA

Le commissariat local des Scouts musulmans algériens (SMA) a entamé hier une opération d'information et de sensibilisation de la population et de ses adhérents à travers la wilaya de Béchar, surtout ceux en âge de voter, sur l'importance du référendum sur le projet d'amendement de la Constitution. L'opération "s'articule autour de rencontres animées par des universitaires, notamment des enseignants de droit de l'université Mohamed-Tahri, ainsi que des cadres locaux des SMA", a indiqué Abdelmoutaleb Fizioui, responsable du bureau SMA de Bechar. "Nous voulons à travers cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la campagne référendaire, sensibiliser les électrices et électeurs à travers plusieurs communes de la wilaya sur l'importance de ce référendum, sur les élections et surtout sur la diffusion et la promotion de la culture électorale", a souligné M. Fizioui. L'objectif à "travers l'opération de sensi-

bilisation est aussi de contribuer, en tant qu'association nationale des SMA, à la consultation électorale pour apporter un appui à l'édification d'un Etat moderne et démocratique", a-t-il ajouté. La délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), qui suit de près les différentes activités liées à cette campagne référendaire, a finalisé "les listes des encadreurs des 98 centres et des 542 bureaux de vote, dont 9 itinérants, prévus pour le référendum sur d'amendement de la Constitution devant avoir lieu le 1^{er} novembre prochain", a indiqué Mohamed Djarmane, responsable de la communication au sein de la délégation locale de l'Anie. Tous "les moyens humains et logistiques de la délégation de wilaya de l'Anie sont déployés pour la réussite de la présente campagne référendaire", a-t-il fait savoir. R. N.

ÉCOLES PRIVÉES

Ce qui va changer pour les frais de scolarité

Les ministères de l'Éducation nationale et du Commerce ont dévoilé, hier, "un contrat-type" définissant les conditions et modalités de scolarisation de l'élève dans un établissement privé, en vertu duquel les parents ne sont plus tenus de payer les frais de scolarité, ni l'établissement privé de dispenser les cours "en cas de force majeure".

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Intitulé "cas de force majeure et procédures à suivre", l'article 11 du contrat stipule qu'"en cas de force majeure empêchant les parties au contrat d'honorer leurs engagements, les deux parties en sont juridiquement dégagées". Soulignant que dans pareil cas, "le parent d'élève n'est pas tenu de payer les frais de scolarisation", le même document précise que l'établissement privé, s'il "n'est pas en mesure d'assurer les cours à distance, est dégagé de son engagement d'assurer l'enseignement à l'élève. Il sera également contraint de rembourser les frais versés, le cas échéant, par le parent d'élève".

Le contrat-type dont l'APS a reçu une copie, souligne que "les deux parties doivent se concerter pour prendre les mesures correctives concernant la durée restante du contrat, dans un délai de 48 heures". L'accord auquel sont parvenus les deux parties sera "porté dans un avenant et signé dans un délai n'excédant pas 7 jours".



En cas de désaccord, "les questions d'ordre commercial faisant l'objet de différends, seront soumises à l'arbitrage des services du ministère du Commerce pour y statuer et prendre une décision contraignante pour les deux parties". Quant aux différends d'ordre pédagogique, ils seront soumis à l'arbitrage des services du ministère de l'Éducation nationale qui statuera dans le litige et rendra une décision contraignante pour les deux parties.

Sont considérés comme cas de force majeure, au titre du contrat-type, les décisions, actes, situations et faits échappant au contrôle des deux parties et qui sont

imprévisibles, indépassables et insupportables. On entend par "force majeure", dans le présent contrat, les catastrophes naturelles, incendies, inondations touchant une partie ou la totalité des structures de l'établissement privé, mais également les maladies contagieuses, guerres, protestations et grèves. Il s'agit également des mesures des corps constitués et contraintes juridiques, le transfert des élèves, durant l'année scolaire, vers un autre établissement public ou privé et l'arrêt de l'activité de l'établissement privé au courant de l'année scolaire.

R. R.

RENTÉE SCOLAIRE 2020-2021

Les mesures préconisées pour parer à la pandémie

PAR RAYAN NASSIM

En prévision à la rentrée scolaire 2020-2021 prévue pour le cycle primaire prévue le 21 octobre, le ministère de l'Éducation nationale a appelé les acteurs concernés à réunir toutes les conditions nécessaires afin d'assurer une rentrée scolaire réussie sur tous les plans.

Le ministère de l'Éducation nationale avait rappelé, dans une instruction, les directeurs des établissements primaires, "l'impératif du respect rigoureux des mesures de prévention contre le coronavirus", tout en insistant sur la "nécessité de fixer des missions et de rappeler à tout un chacun l'obligation de faire preuve de mobilisation et de vigilance".

Le ministère a également appelé le personnel administratif ainsi que le corps enseignant du secteur à veiller à l'"application de protocole d'hygiène et de sécurité sanitaire en milieu scolaire et à renforcer la prévention contre toute maladie transmissible".

Dans une déclaration à la radio chaîne 3, le professeur Mohamed Belhocine président de la cellule de suivi des enquêtes épidémiologiques, a mis en avant "l'impératif de se conformer aux mesures barrières pour endiguer la pandémie coronavirus, à travers l'instauration d'un environnement scolaire sain et sûr favorable, en prévision de la reprise des cours".

Dans le même contexte, le professeur a mis en exergue "la nécessité du port du masque afin de se protéger". En outre, il a exhorté les citoyens à respecter "l'hygiène des mains". De plus, il est également impératif de se désinfecter les mains avec une solution hydro alcoolique pour enrayer, voire éradiquer le virus.

Le personnel administratif ainsi que le corps enseignant de tous les établissements scolaires sont tenus à user de pédagogie et didactique face à cette conjoncture que traverse le monde actuellement.

R. N.



SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE

"Une partie de la population est immunisée", selon Fawzi Derrar

Depuis quelques mois, la situation épidémiologique en Algérie a été marquée par une tendance baissière du nombre de cas de contamination.

En dépit d'une nette amélioration de la situation sanitaire, certains spécialistes mettent en garde contre un relâchement des gestes barrières.

Dans une déclaration faite à un quotidien national d'information, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Fawzi Derrar, estime qu'"il y a une partie de la population qui est immunisée dont la majorité est constituée de jeunes."

Il explique, à ce propos, que "c'est pourquoi les retombées, notamment l'afflux vers les hôpitaux, est moindre."

Ce qui explique en fait l'évolution de cette épidémie dont la tendance est à la baisse et la courbe est en forme de cloche."

Toutefois, M. Derrar estime que "les contaminations pourraient reprendre à une vitesse supérieure, notamment dans endroits à forte concentration, comme les institutions durant les regroupements puis dans les universités et les écoles. Une étape qui pourrait être difficile à gérer."

Fawzi Derrar a expliqué que le "virus est pour le moment stable", précisant que : "Le virus n'a pas été affecté par une grande mutation. Il reste le même", selon le même média. Et d'ajouter qu'il "est toujours actif".

Interrogé sur le nombre de tests effectués par l'Institut Pasteur depuis l'apparition de l'épidémie, M. Derrar a indiqué qu'à la fin du mois de septembre, "210.000 tests PCR ont été réalisés", selon le même journal.

COVID-19 EN ALGÉRIE

2^e jour consécutif de hausse

Pour le 2^e jour consécutif, le nombre de nouveau cas quotidiens de coronavirus Covid-19 est en hausse en Algérie. Selon le bilan officiel établi hier mardi par le ministère de la Santé, 174 nouveaux cas ont été recensés ces dernières 24 heures, contre 153 avant-hier lundi et 132 cas dimanche.

Alger demeure la wilaya la plus touchée par la pandémie de la Covid-19 avec 6.112 cas positifs officiellement recensés depuis le début de l'épidémie en Algérie, dont 42 cas enregistrés ces dernières 24 heures.

Sur une semaine, l'évolution est la suivante : 129 cas mardi 6 octobre, 134 cas lundi, 141 cas dimanche, 148 cas samedi 3 octobre, 132 cas dimanche, 153 cas avant-hier lundi et 174 cas ce mardi 13 octobre.

Au total, l'Algérie compte 53.399 cas de contaminations depuis le début de l'épidémie en février dernier dans le pays.

Pour les décès, 8 nouveaux patients ont succombé ces dernières 24 heures, ce qui porte le total à 1.818 morts depuis le début de l'épidémie en Algérie.

Alors que 38 patients Covid-19 sont en soins intensifs, 110 personnes ont été déclarées guéries depuis hier lundi, portant le total à 37.492 guérisons.

R. N.

AÉROPORT INTERNATIONAL
D'ALGER**La piste principale
sera inaugurée le
1^{er} novembre**

Le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali, en déplacement hier sur place, a déclaré que "la piste principale de l'aéroport international Houari Boumediène interviendra le 1^{er} novembre prochain, ajoutant que cette piste permettra l'atterrissage de gros avions, tels que les Airbus A380 et les Boeing 747" dont le tonnage avoisine les 400 tonnes.

"La rénovation de la piste principale est d'une importance capitale. Elle va permettre le développement de l'aviation algérienne et de garantir la sécurité ainsi que la possibilité de laisser l'aéroport ouvert quelles que soient les conditions météorologiques et celles du trafic aérien", a-t-il soutenu. Le ministre des Travaux publics a relevé, en outre, que le balisage lumineux comprenant des feux à LED ainsi que les équipements de contrôle intégrés dans la piste principale assurent un grand confort aux pilotes d'avions et de meilleures conditions de manœuvre. "Grâce à ce projet de rénovation, l'aéroport international d'Alger sera classé parmi les infrastructures les plus sûres et confortables au niveau régional", a-t-il fait savoir.

S'agissant de la reprise de l'activité du transport aérien, le ministre des Travaux publics a expliqué que cette décision relève des prérogatives du président de la République et du Gouvernement, ajoutant que la mission de son département demeure celle d'offrir les conditions et les équipements nécessaires à la réouverture du trafic aérien. Pour rappel, les travaux du projet de rénovation de la piste principale de l'aéroport international.

DANGERS DU MONOXYDE
DE CARBONE**La Protection civile
lance une campagne
de sensibilisation**

La Protection civile lancera à partir d'aujourd'hui une campagne nationale de prévention et de sensibilisation aux risques d'intoxication au monoxyde de carbone sous le slogan "Ensemble pour un hiver chaud et sûr", a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la Protection civile. Cette campagne initiée dans le cadre de l'application du programme de prévention et de sensibilisation de la Protection civile, notamment aux accidents liés à l'intoxication et asphyxies dues aux monoxyde de carbone et autres gaz brûlés, est organisée en coordination avec les directions de Santé, de Commerce, de l'Éducation nationale, des Affaires religieuses, et de Naftal, Sonelgaz et la société civile. Le programme de la campagne, qui s'étalera tout le long de la période hivernale, comprendra des journées portes ouvertes au niveau des unités de la Protection civile, des caravanes locales qui sillonneront les différentes localités pour faire de l'information de proximité, des émissions radiophonique et télévisées et la diffusion de spots de sensibilisation à travers les médias. 173 personnes sont mortes par asphyxie dont 145 suite à l'inhalation du monoxyde de carbone durant l'année 2019. Durant les 8 premiers mois de l'année 2020, les unités de la Protection civile ont sauvé 2.047 personnes incommodées par les différents gaz, déplorant le décès de 58 personnes intoxiquées

R. N.

MARCHÉ DU PÉTROLE

**L'Opep table sur un hiver rigoureux
pour faire monter les cours**

Le marché pétrolier va rester sous pression avec la résurgence des cas de Covid-19, même si un hiver rigoureux pourrait faire monter les cours, a estimé mardi l'Opep.

PAR RIAD EL HADI

La résurgence régionale actuelle des infections au Covid-19 va "continuer à affecter négativement le moral du marché, jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible", a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel.

"Toutefois, l'hiver froid qui est prédit pourrait contribuer à une augmentation (des cours) dans l'hémisphère nord", ajoute l'organisation. Les prévisions de l'Opep pour la demande mondiale de pétrole sont à peu près inchangées pour cette année, avec une chute attendue de 9,5 millions de barils par jour (mb/j) pour atteindre 90,3 mb/j. Pour 2021, la demande a en revanche été revue à la baisse de 0,08 mb/j: l'Opep attend désormais un rebond de 6,5 mb/j pour atteindre 96,8 mb/j.

Cela reflète des perspectives de croissance économique plus faible, à la fois pour les pays développés de l'OCDE et les autres. Du côté de l'offre, l'estimation de la production des pays extérieurs à l'Opep a été revue en hausse de 0,31 mb/j pour cette année, essentiellement en raison d'une reprise plus forte qu'attendu de la production d'hydrocarbures liquides aux États-Unis.

La production non-Opep a toutefois été revue à la baisse de 0,11 mb/j pour l'an prochain. En septembre, la production des pays de l'Opep a reculé de 47.000 barils par jour par rapport à août, pour s'établir à 24,106 mb/j, selon des sources secondaires (indirectes) citées dans le rapport. Ce sont essentiellement les États arabes



unis qui ont moins pompé le mois dernier, tandis que l'Irak et l'Arabie saoudite produisaient plus au contraire.

Les membres de l'Opep et leurs alliés, dont la Russie, s'imposent des coupes de production en réponse à la chute de la demande et des prix provoquée par la pandémie.

Les cours ont en effet chuté avec la crise, qui a quasiment mis à l'arrêt le trafic aérien mondial, avant de se ressaisir et de se stabiliser à des niveaux relativement bas.

Le Brent à 42,47 dollars à Londres

Les cours du pétrole rebondissaient hier, après un accès de faiblesse la veille, réveillés par les données économiques encourageantes en Chine, premier importateur d'or noir. Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 42,47 dollars à Londres, en hausse de 1,80 % par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour novembre engrangeait 1,93 % à 40,19 dollars. La veille, les deux cours de référence avaient mordu la poussière, abandonnant plus de 2,5 % sous l'effet du retour cumulé d'une partie de la production

norvégienne, américaine et libyenne.

Mais "les dernières données commerciales de la Chine pour le mois de septembre" publiées mardi sont favorables pour la demande d'or noir, a souligné Michael Hewson, analyste.

Les importations du pays ont signé le mois dernier leur plus forte progression depuis décembre 2019, avant que la Covid-19 ne soit détectée pour la première fois dans la ville de Wuhan (centre), selon les chiffres des Douanes.

"L'optimisme est stimulé par les données douanières de la Chine qui montrent que ses importations mensuelles de brut ont augmenté de 2,1% en septembre, déifiant ainsi les attentes des analystes", a précisé Bjornar Tonhaugen, analyste.

Cependant, certains analystes accueillent d'un mauvais œil les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont le rapport annuel a été rendu public mardi, "qui ne s'attend pas à ce que la demande mondiale de pétrole retrouve son niveau d'avant la crise avant 2023", a relevé l'analyste Carsten Fritsch.

R. E.

DEMANDE MONDIALE DE GNL

Reprise probable cet hiver

PAR RANIA NAILI

La demande mondiale de gaz naturel liquéfié (GNL) devrait reprendre cet hiver, selon les prévisions des experts du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF).

"Nous prévoyons que la demande de GNL augmentera de 4 milliards de mètres cubes (bcm) cet hiver et cela est alimenté par la croissance en Chine, au Japon et en Asie du Sud", ont noté les représentants de Refinitiv, principal fournisseur d'informations, lors d'une vidéoconférence intitulée "Winter Outlook for Global LNG - Cautiously Optimistic" organisée par le GECF.

Ils ont également souligné que "l'approvisionnement en GNL devrait également augmenter, sous l'impulsion des États-Unis. Et lorsque nous rassemblons les prévisions de l'offre et de la demande, nous prévoyons que le marché du GNL sera légèrement plus serré que l'hiver dernier de 1 milliard de mètres cubes".

Une annonce qui devrait satisfaire le marché, étant donné que depuis plusieurs mois, la demande a été très faible en raison de la pandémie du coronavirus. Cependant, plusieurs risques pesaient sur les prévisions, dont les principaux sont

les températures hivernales et la pandémie de coronavirus, relève les experts du GECF.

Le premier a été exceptionnellement chaud l'hiver dernier pour l'hémisphère nord, ce qui a freiné la demande de GNL. Dans le cas de ce dernier, l'effet à part entière du Covid-19 n'est pas clair, d'autant plus qu'il s'aggrave actuellement dans de nombreux pays et se stabilise dans d'autres.

Pour sa part, le Secrétaire général du GECF, Yury Sentyurin a déclaré: "A bien des égards, le Covid-19 a souligné l'importance des données afin que nous puissions cartographier et comprendre les effets économiques et sociaux des mesures liées à la pandémie".

"En termes de dynamique des prix, alors que les marchés entrent dans une période de surproduction due à la convergence croissante des prix mondiaux du gaz, il est important de garder un œil sur la direction des hubs gaziers comme le Henry Hub, TTF (Title Transfer Facility) et le prix au comptant asiatique", ont conclu les intervenants.

Avec les incertitudes qui entourent désormais le marché, le GECF a ajouté que la planification précise pour la période à venir dépend non seulement des conditions

météorologiques et de la pandémie, mais aussi de facteurs tels que les politiques gouvernementales qui peuvent souvent modifier la tendance de la demande et les prix du GNL.

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar avait estimé dans un précédent entretien au site électronique britannique S&P Global Platts, que la crise économique provoquée par la propagation de la pandémie du coronavirus et la baisse consécutive des prix du gaz représentent une "opportunité" pour renforcer le rôle du GECF.

Malgré les prix bas actuels et l'environnement difficile, M. Attar avait souligné que le gaz resterait un "carburant clé à l'avenir".

"La situation s'améliorera progressivement et le gaz demeure un combustible de choix et sa part dans le mix énergétique mondial va augmenter", avait-il assuré.

L'Algérie, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigéria, les Emirats arabes unis et le Venezuela sont membres des deux organisations (Opep et GECF). Le GECF a vu le jour en 2001 et détient environ 70 % des réserves mondiales de gaz prouvées, selon les estimations.

R. N.

MAHMOUD KOUABI, ANALYSTE EN ÉCONOMIE :

L'ancien modèle économique ne "devrait plus continuer à exister"

Compte tenu de ses nombreuses défaillances, dont celle de son incapacité à générer de la richesse et à en assurer une juste répartition, le modèle d'administration qui s'est imposé au cours des décennies passées, ne devrait plus continuer à exister.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Pour l'analyste en économie, Mahmoud Kouabi, cette situation a fait que l'Algérie est "restée trop longtemps en marge des transformations dans le domaine de la chose publique et du management".

S'exprimant, hier, à l'émission *l'Invité de la rédaction* de la chaîne 3 de la Radio algérienne, celui-ci appelle à "l'institution de nouvelles procédures mettant en avant les principes d'efficacité et d'efficience qui, dit-il, n'ont pu être appliqués, des suites de résistances et de rigidités, faisant échouer toutes les réformes".

L'intervenant est catégorique : il "faut tout changer, notamment le modèle économique antérieur, basé principalement sur la rente pétrolière, anéantissant l'économie à fonctionner en vase clos, en dehors des principes de compétitivité et de concurrence établie sur le marché mondial".

Il rappelle, à ce propos, qu'une "large partie des investissements publics étaient détournée au profit d'individus ou d'entre-



prises douteuses, par le biais de la commande publique ou sous forme de subventions", qu'il évalue à quelque 17 milliards de dollars. À ces "facilités", il ajoute celles des exonérations fiscales, lesquelles, indique-t-il, ont "énormément coûté au budget de l'État et qui, en définitive, n'a fourni aucune contrepartie de la part de ceux qui en ont bénéficié".

Mais pour autant, observe M. Kouabi, il faut que "l'État, dans cette période transitoire, continue à consentir des aides au profit de certains secteurs, à l'exemple de celui du BTPH, pour sauver l'emploi,

mais également maintenir en activité l'ensemble des outils de production".

Cet ensemble de moyens, souligne-t-il, ne "devrait pas être la finalité". Pour lui, c'est une "solution provisoire destinée à accompagner les entreprises viables à passer un cap pour leur permettre d'aller à la conquête de marchés en faisant notamment jouer la compétitivité et les prix".

Il estime que l'Algérie doit, désormais, s'en "tenir aux fondamentaux régissant l'activité économique mondiale. On ne peut opérer autrement", conclut-il..

C. A.

ABUS ET DÉTOURNEMENTS DU FONCIER Sessions de formation au profit des magistrats

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le ministère de la Justice s'appête à lancer une formation de haut niveau pour les magistrats concernant les affaires touchant au foncier. Ces stages se dérouleront sous les auspices d'experts juristes nationaux et internationaux. Vu les abus et dérives enregistrés dans le foncier, le ministre de la Justice, Belkacem Zeghmati, a donné le feu vert pour un plan spécial pour les magistrats. Le ministre a, dans une déclaration à la presse, situé les enjeux de cette formation, qui se déroulera jusqu'à la fin de ce mois et une autre qui sera entamé en novembre prochain à l'école supérieure de la magistrature, "la formation est devenue une priorité pour maîtriser les transactions dans le foncier qui sont parfois complexes" a souligné le ministre. Le but est de mettre au profit des magistrats les nouvelles méthodes de règlement juridiques dont celles qui touchent les cahiers de charge des transactions du foncier, l'exploitation des terres agricoles, le régime du cadastre en relation avec tout l'arsenal juridique et pénal existant. A noter que l'on compte 21 participants parmi les juges et secrétaires généraux de cours et 4 cadres de l'école supérieure de magistrature. "Il est question aussi de maîtriser les litiges et contentieux

dans ce domaine" indique le département de la formation au ministère de la Justice. Ce plan de formation intervient à juste titre dans le contexte actuel où le trafic dans le foncier a révélé toute l'ampleur des détournements, transactions illicites et abus de biens publics au profit personnel. Selon un expert juriste dans le foncier "les cours et tribunaux sont souvent confrontés à des affaires qui les mettent dans l'embarras et pour cela ils doivent maîtriser tous les détails économiques et financiers de pareilles affaires". Le ministère de la Justice relève que l'Algérie doit se mettre en phase par rapport aux nouveaux paradigmes juridiques régissant le foncier dans le cadre des lois et règlements qui le concernent. Et c'est dans ce contexte que des experts internationaux vont intervenir par visio-conférence pour expliquer ces nouvelles tendances. Rappelons également que le mois dernier, un atelier de formation a été organisé au profit des magistrats et qui concerne la coordination pénale entre les cours internationales en matière de cybercriminalité. Un autre atelier est prévu avant la fin de l'année sur les cours pénaux dans le traitement des affaires du kidnapping et les enlèvements de mineurs où plusieurs pays apporteront leurs concours.

F. A.

CORPS BRÛLÉ D'UNE FEMME RETROUVÉ À EL-EULMA, SÉTIF 3 personnes placées en détention provisoire

PAR RACIM NIDA

Trois personnes ont été placées en détention provisoire pour leur implication dans la mort d'une jeune femme de 30 ans, dont le corps carbonisé a été retrouvé dans la forêt Faïd-Gharib, dans la commune de Bazer-Sekra, 31 kilomètres à l'est de Sétif. Selon les indications fournies par le procureur de la République près le tribunal d'El-Eulma, il s'agit des prévenus S. A., H. A. et R. F. poursuivis pour "formation d'une association de malfaiteurs dans le but de commettre des homicides intentionnels avec préméditation, de violences volontaires et d'enlèvement ayant entraîné la mort de la victime".

Toujours selon le même magistrat, qui s'exprimait devant la presse, un quatrième prévenu répondant aux initiales H. L. a été, pour sa part, placé sous contrôle judiciaire pour "non-dénonciation d'un crime dont il avait connaissance".

Pour rappel, les circonstances de cette affaire remontent au 6 octobre dernier, lorsque le dénommé S. A. s'était rendu au siège de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale dans la commune de Belaâ pour les alerter au sujet de la victime (B. K.) qui se serait poignardée après une altercation verbale avec lui dans la

LOGEMENT PUBLIC
PROMOTIONNEL (LPP)

Les souscripteurs retardataires invités à retirer les ordres de paiement

L'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) a invité l'ensemble des souscripteurs à la formule Logements promotionnels publics (LPP) ayant déposé un dossier depuis 2013, à retirer les ordres de paiement et verser les deux premières tranches dans un délai n'excédant pas 30 jours.

Dans le cadre de l'assainissement des listes définitives de la formule LPP, l'ENPI invite l'ensemble des souscripteurs ayant déposé leur dossier depuis 2013 et n'ayant pas retiré les ordres de paiement des deux premières tranches ou en retard de les verser, à se rapprocher des services commerciaux de la Direction générale, et ce, dans un délai de 30 jours à compter de la date de parution du présent avis, lit-on dans un communiqué publié par l'ENPI sur sa page Facebook.

Les souscripteurs retardataires sont priés de bien vouloir se rapprocher, le cas échéant, des directions régionales (DR) ou directions de projets sur le territoire national, à l'instar de la DR Sud à Ouargla réservés aux souscripteurs des wilayas d'Ouargla, Laghouat, Adrar, El-Oued et Ghardaïa, ou encore la Direction de projets à la wilaya de Tlemcen réservés aux souscripteurs habitant Tlemcen, Saïda et Béchar, outre la DG pour les souscripteurs de la wilaya d'Alger.

Août dernier, le Président-directeur général de l'ENPI, Soufiane Hafedh, avait souligné l'impératif d'accélérer la cadence de réalisation des projets de logement, et de coordonner les efforts entre les divers services et directions de wilayas afin de livrer ces projets dans les meilleurs délais.

R. N.

forêt Faïd-Gharib. Suite à une enquête approfondie, le suspect S. A. a indiqué aux services de la police judiciaire l'emplacement exact du corps de la jeune femme et révélé l'implication des 3 autres personnes dans ce crime.

L'examen du médecin légiste a révélé que le corps de la victime, retrouvé recouvert de ciment au milieu de la forêt susmentionnée, a subi des brûlures au niveau des membres supérieurs et les épaules ainsi que la tête qui a été totalement carbonisée, et ce, à l'aide d'un pneu en caoutchouc. La victime n'a pas été violée.

La même source a précisé, par ailleurs, que les causes du décès sont dues à des fractures constatées à l'avant de la tête et du crâne, occasionnés par des objets durs ou des chutes répétées conformément au rapport établi par le médecin légiste, ajoutant que les brûlures avaient pour visée de défigurer la jeune fille afin qu'elle ne soit pas identifiée par les services de sécurité.

Le procureur de la République près le tribunal d'El-Eulma a imputé les motifs de ce crime à des désaccords entre la victime et les suspects, et ce, d'après les déclarations des mis en cause au cours de l'enquête.

R. N.

**REPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BOUMERDES
DAIRA DE : KHEMIS EL KHECHNA
COMMUNE : KHEMIS EL KHECHNA
N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 096335379020029**

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°10/2020

Le président de l'assemblée populaire communale de Khemis el Kechna lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet

REALISATION 06 CLASSES SANITAIRES ET DES BUREAUX A L'ECOLE
DJAIDER ALI OULED SAID CHEBACHEB

Toutes les entreprises qualifiées dans le domaine **bâtiment activité principale de catégorie 03 et plus** intéressées par le présent appel d'offres national ouvert sont invitées à retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marchés publics de l'APC de **Khemis el Khechna** contre paiement de **trois mille (3 000,00) DA** au compte du trésorier intercommunal de **Khemis el Khechna**.

L'offre doit contenir (03) enveloppes :

A- Dossier candidature contient :

- 01- Déclaration de candidature remplie, signée, cachetée et datée
- 02- Déclaration de probité remplie, signée, cachetée et datée
- 03- Déclaration de sous-traitant remplie, signée, cachetée et datée
- 04- Copie du statut pour les SARL, SNC, EURL ou SPA
- 05- Copie de procuration ou délégation de signature au nom de l'entreprise
- 06- Une copie du certificat de qualification et classification en cours de validité dans l'activité principale en travaux bâtiment de catégorie 03 et plus
- 07- Références bancaires (RIB)
- 08- Copie des bilans comptables ou attestation de chiffre d'affaire des trois dernières années (2017/2018/2019) et ses annexes indiquant les différents résultats financiers (visé par les services des impôts)
- 09- Références professionnelles (copie des attestations de bonne exécution similaire en même nature signés par le maître d'ouvrage public)

B- Offre technique : L'offre technique doit contenir les pièces et documents suivants

- 01- Le présent cahier des charges rempli, cacheté, signé et daté par le soumissionnaire portant la mention (**lu et accepté**) manuscrite avec précision des délais de réalisation
- 02- La déclaration à souscrire remplie, signée, cachetée et datée
- 03- Le planning des travaux signé et cacheté
- 04- L'instruction aux soumissionnaires signée, cachetée et datée
- 05- Mémoire technique rempli, signé, cacheté et daté. Comprenant

A- Moyens humains : l'encadrement prévue pour le présent projet cité dans le mémoire technique doit être justifié par des pièces justificatives : Diplôme et attestation

d'affiliation à la CNAS et pour les ouvriers les attestations d'affiliation individuel pour les ouvriers de l'année en cours à la date d'ouverture

Les ouvriers à mettre à la disposition du projet cités dans le mémoire technique doivent être justifiés et confirmés par les mises à jour CNAS-CACOBATPH pour l'attributaire du marché.

B-Moyens matériels à mettre dans le cadre du présent projet cités dans le mémoire technique justifiés par les pièces :

- Carte grise avec attestation d'assurance en cours de validité pour le matériel roulant
- Factures d'achat pour le matériel non roulant
- Contrat de location notarié pour le matériel roulant et non roulant.

C- Offre financière : L'offre financière doit contenir

- 01- La lettre de soumission selon le modèle ci-joint remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- 02- Le bordereau des prix unitaires dûment rempli, signé, cacheté et daté par le soumissionnaire
- 03- Le devis quantitatif - estimatif de l'offre dûment rempli, signé, cacheté et daté par le soumissionnaire

L'offre comprend un dossier candidature, une offre technique et une offre financière ; chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée indiquant l'objet de marché ainsi que la mention candidature, technique ou financière. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe comportant la mention :

A MONSIEUR LE PRESIDENT DE L'APC DE KHEMIS EL KHECHNA
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES
MINIMALES N° 10/2020

REALISATION 06 CLASSES SANITAIRES ET DES BUREAUX A L'ECOLE DJAIDER
ALI OULED SAID CHEBACHEB

«A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

Le dépôt des offres est fixé le **dixième (10) jour** à compter de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux à **8 h:00** du matin jusqu'à **11h: 00**. L'ouverture des plis s'effectuera en séance publique le jour de dépôt des offres à la salle de réunion de l'APC à **11H :15**.

Les soumissionnaires sont invités à y assister.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres une durée de **90 jours** à compter de la date dépôt des offres plus la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

Midi Libre n° 4110 - Mercredi 14 octobre 2020 - Anep 2016 016 595

MIDI

COMMISSION NATIONALE D'INFORMATION - 1994



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

HOLDING ALGERIAN CHEMICAL SPECIALITIES (ACS)

Elaboration d'un plan stratégique pour préserver sa capacité

La préservation des postes de travail est le point de mire de ce plan stratégique qui vise également à améliorer l'appareil productif et la qualité des produits, tout en peaufinant le système de marketing management des entreprises.

Le Holding Algerian Chemical Specialities (ACS) a élaboré un plan stratégique pour préserver la capacité de production de ses 32 sociétés publiques et les postes d'emploi face aux problèmes causés par la pandémie de la Covid-19, a affirmé le P.-dg ce Holding, Abdelghani Benbetka.

Lors d'une rencontre entre le Holding ACS et la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC), Benbetka a indiqué que la crise sanitaire mondiale de la Covid-19 et la baisse des prix du pétrole "ont eu un impact négatif sur le rendement des sociétés et des filières du Holding", ce qui a nécessité l'élaboration de ce plan stratégique qui permettra d'améliorer le rendement de ces sociétés, y compris la préservation des postes d'emploi.

Dans le même contexte, il a reconnu que la crise de la Covid-19 "a causé de nombreux problèmes entre les travailleurs et les dirigeants" concernant la façon d'appréhender cette crise sanitaire, appelant à "l'ouverture d'un large dialogue entre les dirigeants et les travailleurs à tous les niveaux au

sein des sociétés, des filières et des directions afin de résoudre ces problèmes et trouver des solutions acceptables par les deux parties.

Cette rencontre entre le Holding ACS et la FNTPGC vise à résoudre ces problèmes et à sortir avec des recommandations pour préserver la capacité de production des sociétés et les postes d'emploi", a souligné le même responsable.

De son côté, le secrétaire général de la FNTPGC, Hamou Touahria, a estimé que les sociétés relevant du

Holding "souffrent de nombreux problèmes, certains sont relatifs aux salaires et d'autres aux équipements qui sont à renouveler impérativement". La voie du dialogue entre dirigeants et travailleurs permettra de hisser le rendement des sociétés, d'éviter les problèmes et de les résoudre au niveau interne.

Intervenant à cette occasion le SG de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha, a souligné la nécessité "d'imposer un large dialogue et une grande

concertation entre les dirigeants de ces sociétés et les travailleurs afin de résoudre sérieusement et efficacement les réels problèmes". Le dialogue et la concertation entre les dirigeants et les travailleurs "ne devront pas se limiter au niveau central du Holding, mais devront englober toutes ses filières, en écoutant les préoccupations des travailleurs et en assurant la stabilité pour l'édification d'une Algérie nouvelle", a-t-il ajouté.

R. E.

DEPUIS LE PORT D'ANNABA

Exportation de 50.000 tonnes de clinker vers le Gabon

Une cargaison de 50.000 tonnes de clinker a été expédiée vers le Gabon depuis le port d'Annaba par la cimenterie Cilas de Biskra relevant en termes de management et exportation du Groupe Lafarge Holcim Algérie, selon le directeur de l'exportation de ce groupe, Hafid Ouchiche.

Cette cargaison de clinker (ciment semi-fini) est la quatrième dirigée par la cimenterie Cilas vers le marché africain portant à 500.000 tonnes le volume de clinker exporté par l'usine depuis janvier 2020, selon le même responsable.

Lors du lancement des opérations de chargement de la cargaison en pré-

sence des autorités de wilaya et cadres de l'usine Cilas, il a été souligné la nécessité d'investir dans le développement logistique du port d'Annaba pour augmenter ses capacités de chargement de 10.000 à 18.000 tonnes/jour, outre l'aménagement d'espaces de stockage.

Les investissements dans la fabrica-

tion de ciment permettront d'élever les capacités d'exportations de l'Algérie à 10 millions tonnes par an de sorte à assurer des revenus en devises de 400 millions dollars par an et contribuer à la diversification des exportations hors hydrocarbures et au positionnement sur le marché international.

ECONOMIE FRANÇAISE

Vers la fin des garanties d'exportation aux pétroliers extra-lourds

Le gouvernement français va proposer de cesser dès l'année prochaine d'apporter des garanties d'exportation aux pétroles extra-lourds, sables et schistes bitumineux avant d'étendre cette mesure à tous les projets pétroliers en 2025 et gaziers en 2035, a annoncé lundi

le ministère des Finances. Paris a déjà arrêté cette année d'octroyer ces garanties aux projets impliquant l'emploi de la fracturation hydraulique ou au torchage de routine et aux projets charbonniers.

L'étape suivante prévoit "l'arrêt du soutien aux pétroles extra-lourds,

sables et schistes bitumineux", en 2021. Selon Bercy, cet arrêt n'aurait "pas d'impact tangible sur l'emploi autre que des pertes d'opportunités, estimées dans le cas le plus pessimiste à 700 emplois".

A partir de 2025, plus aucune garantie publique ne sera apportée

pour l'exploration et le développement de nouveaux gisements pétroliers, une mesure qui pourrait coûter 1.800 emplois. A partir de 2035, les nouveaux projets gaziers n'en bénéficieront plus non plus.

R. E.

TROUBLES DE LA RESPIRATION

Diagnostic et traitement de l'apnée du sommeil

On parlera d'apnée du sommeil lorsque le patient présente une diminution significative de la ventilation (moins de 10 % d'une respiration normale), ou un arrêt total, durant plus de 10 secondes.

L'apnée du sommeil est un trouble de la respiration se manifestant exclusivement lorsque le patient dort. Il correspond à des réductions, voire des arrêts complets durant quelques secondes, de la respiration pendant le sommeil.

Généralités

Bien que le diagnostic de l'apnée du sommeil puisse se baser quasi-uniquement sur l'historique médical du patient, il pourra dans certains cas nécessiter des examens et test plus approfondis. Le traitement de l'apnée du sommeil pourra, de manière générale, avoir recours à la chirurgie ou non. Afin de mieux comprendre l'apnée du sommeil, il est nécessaire de définir avec plus de précisions le terme "apnée". L'apnée est l'arrêt total de la ventilation, ou respiration. Elle est souvent utilisée lors de disciplines sportives comme la plongée sous-marine ou les compétitions d'apnée tout simplement. Durant cette période d'arrêt de ventilation, l'oxygène présent dans de corps humain s'épuise progressivement et lorsque son niveau devient trop bas, des dommages peuvent être occasionnés à certaines parties de l'organisme. On pensera principalement au cerveau, grand consommateur d'oxygène. On parlera d'apnée du sommeil lorsque le patient présente une diminution significative de la ventilation (moins de 10 % d'une respiration normale), ou un arrêt total, durant plus de 10 secondes. On pourra également évoquer ce trouble respiratoire lorsque le taux d'oxygène sanguin diminue brutalement de minimum 4%. La gravité des apnées du sommeil dépend de leurs fréquences. On estime qu'au delà de 5 apnées par heure, ce trouble devient problématique. On note parfois des cas graves occasionnant plus de 30 apnées par heure. Lorsqu'une personne est atteinte d'apnées du sommeil, les périodes durant lesquelles sa respiration est perturbée sont marquées par des trou-

bles du sommeil. Le patient pourra alors se réveiller complètement, ou passer d'un stade de sommeil profond à un stade de sommeil plus léger, sans pour autant se réveiller. Ce changement anormal dans le cycle du sommeil peut provoquer des fatigues. Mais cette conséquence est loin d'être la plus problématique. En effet, l'apnée du sommeil peut causer de nombreux autres troubles bien plus graves comme de l'hypertension artérielle, des AVC ou encore des insomnies.

Différents types d'apnée du sommeil ?

On dénombre trois types d'apnées du sommeil :

***Le syndrome d'apnée obstructive du sommeil (SAOS)** : il survient lorsque le cerveau, responsable des instructions envoyées aux muscles de la respiration envoie les bonnes instructions, mais qu'il est impossible aux muscles d'effectuer leur travail correctement à cause d'une obstruction des voies respiratoire.

***L'apnée centrale du sommeil (ACS)** apparaît lorsque le cerveau n'émet pas de signal indiquant aux muscles de respirer.

***L'apnée mixte du sommeil** est, quant à elle, une combinaison des deux autres types d'apnées du sommeil.

Le syndrome d'apnée obstructive du sommeil est le plus fréquent et serait retrouvé chez environ 4 % des hommes et 2 % des femmes. On le retrouve le plus souvent chez les hommes de 30 à 60 ans. Certaines personnes sont plus sujettes au syndrome d'apnée obstructive du sommeil. On retrouve parmi elles :

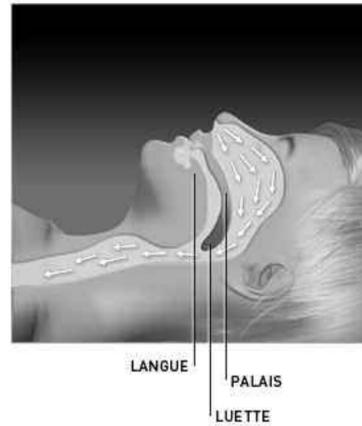
- *Les personnes âgées de plus de 50 ans
- *Les hommes âgés de moins de 50 ans semblent avoir plus de risque d'être atteint par ce trouble que les femmes de moins de 50 ans
- *Les personnes obèses
- *Les individus présentant un problème cardiaque
- *Les individus d'origine africaine ou asiatique

Causes

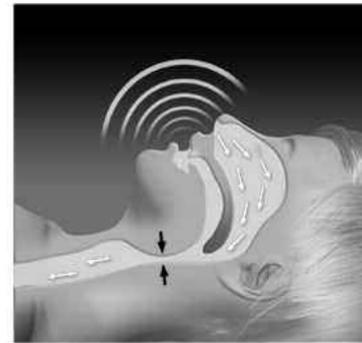
Le syndrome d'apnées obstructives du sommeil représente le type d'apnées du sommeil le plus fréquent. Il est causé par un manque de tonicité des muscles de la langue et de la gorge. Ces derniers obstruent totalement ou partiellement les voies respiratoires et empêchent ainsi la bonne circulation de l'air lors de la respiration.

On retrouve le plus souvent ce type d'ap-

RESPIRATION NORMALE DURANT LE SOMMEIL

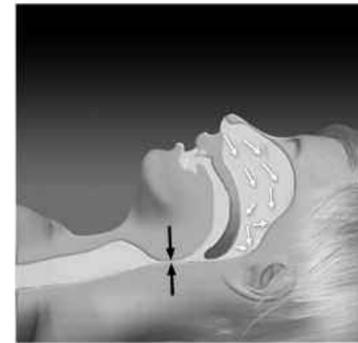


RONFLEMENT



Blocage partiel des voies aériennes supérieures

APNÉE DU SOMMEIL OBSTRUCTIVE



Les tissus mous bloquent le passage de l'air

(Illustration : Michel Rouveau)

Annuaire-hypnotherapie.com

nées du sommeil chez les personnes âgées et/ou en surpoids. Ceci s'explique par le fait que les muscles perdent de leur tonicité au cours du vieillissement et qu'un excès de graisse au niveau du cou engendre une diminution du calibre des voies respiratoires, favorisant l'obstruction de celles-ci.

L'apnée centrale du sommeil est quant à elle causée par un dysfonctionnement du cerveau. Le signal nécessaire aux muscles respiratoires pour effectuer la respiration n'est pas envoyé.

On retrouve généralement ce type d'apnée chez les personnes souffrant d'une pathologie cardiaque (insuffisance cardiaque) ou neurologique (maladie de Parkinson, méningite...). Elles surviennent aussi souvent suite à un AVC ou en cas de surpoids important.

Quels sont les facteurs de risque de l'apnée du sommeil ?

Comme cité plus haut, les personnes en surpoids et âgées de plus de 50 ans sont celles chez qui il est le plus fréquent de diagnostiquer une apnée du sommeil. Mais d'autres facteurs de risque existent.

- *Obésité
- *Âge
- *Consommation excessive d'alcool
- *Tabagisme

- *Origine africaine
- *Sexe mâle
- *Diabète de type 2
- *Obstruction nasale
- *Anomalies des voies respiratoires.

Prévention

La prévention de l'apnée du sommeil passera principalement par la prévention du surpoids, premier facteur de risque de l'apnée du sommeil. En effet, le surpoids occasionne une accumulation de graisses autour du cou, diminuant le calibre des voies respiratoire. Cette diminution rend l'obstruction complète de ces voies plus facile. Une alimentation variée et équilibrée associée à des activités physiques régulières permettent de réguler son poids. La consommation de tabac doit également être stoppée définitivement, et la consommation d'alcool diminuée au maximum. La bonne gestion de son diabète de type 2 permet également de réduire les risques d'apnées du sommeil.

Symptômes et signes de l'apnée du sommeil

- *Ronflements (généralement très bruyants)
- *Grande fatigue dès le réveil
- *Maux de tête

- *Réveils en sursaut
- *Insomnies
- *Impression d'étouffement ou de suffocation pendant la nuit
- *Somnolence
- *Sommeil pas réparateur (sensation de ne pas avoir dormi lors du réveil le matin)
- *Besoin fréquents de faire des siestes
- *Irritabilité
- Troubles de la concentration et de la mémoire
- *Troubles du comportement
- *Anxiété
- *Dépression
- *Confusion
- *Troubles de la libido.

Complications de la maladie

Comme expliqué précédemment, l'apnée du sommeil peut entraîner certaines complications, plus ou moins graves. Elles dépendent souvent du temps mis à traiter ces apnées.

On notera également une augmentation du risque d'accidents du quotidien, notamment de voiture, liés à la fatigue, aux somnolences et au manque de lucidité.

Il est également possible, même si ce ne sont que des cas isolés, d'observer des

décès spontanés durant le sommeil des patients atteints d'apnées du sommeil.

Examen médical Technique médicale

Le diagnostic des apnées du sommeil pourra nécessiter une consultation chez un spécialiste. Ce dernier vous sera indiqué par votre médecin. Il procédera à une série de tests afin de s'assurer que vous souffrez bien d'apnée du sommeil et d'évaluer la gravité.

Une polysomnographie (étude des différentes phases du sommeil) devra être effectuée. Cet examen requiert une nuit d'hospitalisation et l'application d'électrodes sur différentes parties du corps. Ces dernières permettront de mesurer certains paramètres comme l'activité cérébrale ou musculaire durant le sommeil.

Il est très rare que le patient se rende compte par lui-même qu'il souffre d'apnées du sommeil. Ce sera généralement son ou sa partenaire de chambre qui lui fera remarquer ses ronflements bruyants et, quelques fois, des apnées.

Nous vous conseillons d'aller consulter votre médecin traitant lorsque vous présentez un ou plusieurs de ces signes :

- *Ronflements bruyants
- *Réveils trop fréquents durant la nuit
- *Vous allez trop souvent aux toilettes pendant la nuit
- *Impression d'étouffement lors de vos réveils
- *Votre partenaire de chambre a remarqué des arrêts respiratoires durant votre sommeil

*Vous vous sentez fatigué alors que vous effectuez des nuits d'une durée suffisante (minimum 6 heures de sommeil par nuit).

À noter

Le ou la partenaire du patient atteint d'apnée du sommeil pourra lui aussi présenter certains de ces symptômes. En effet, les ronflements occasionnés par ce trouble peuvent perturber le sommeil du partenaire de chambre.

Traitement

Bien qu'il n'existe aucun médicament spécifique pour traiter les apnées du sommeil, des solutions s'offrent au patient pour en finir avec ce trouble.

On évoquera notamment des corticoïdes, afin de soulager une éventuelle rhinite allergique, ou encore des antireflux (médicament contre les reflux gastriques)

pour soulager le patient souffrant de reflux gastro-oesophagiens.

Stopper les apnées du sommeil

Afin de traiter réellement les apnées du sommeil, des techniques devront être mises en places.

La plus courante est le traitement par ventilation à pression positive continue (PPC ou CPAP). Ce traitement consiste à apposer un masque sur son visage durant la nuit, afin de recouvrir la bouche et le nez. L'appareil auquel le masque est relié insuffle de l'air continuellement par le nez et garde ainsi les voies respiratoires grandes ouvertes pendant toute la durée du sommeil. Aucune obstruction n'est alors possible et donc aucune apnée non plus.

Un temps d'adaptation peut cependant être nécessaire au patient pour s'habituer à dormir avec le masque. Il est également important de ne pas attendre de résultats immédiats. Ces derniers seront visibles à partir de la 4^e semaine de traitement environ, et à condition de toujours porter le masque durant la nuit.

On pourra également se voir prescrire une gouttière buccale. Ce dispositif, également appelé - orthèse d'avancée mandibulaire -, est moulé sur les dents inférieures du patient et permet de maintenir la mandibule et la langue légèrement vers l'avant. Le passage de l'air est ainsi facilité et les apnées diminuées. Bien que ce dispositif soit plus facile d'adaptation, son efficacité reste moindre comparée au traitement par ventilation à pression positive continue.

La chirurgie pour les cas les plus graves

Dans les cas les plus graves ou si le PPC n'est pas toléré, des traitements chirurgicaux peuvent être envisagés.

La trachéotomie par exemple, est une intervention chirurgicale consistant à "percer" la trachée, créant une ouverture sur l'extérieur dans laquelle l'air peut circuler. Les apnées sont ainsi immédiatement traitées. Cependant, la trachéotomie est une intervention lourde et nécessite une réflexion approfondie du patient avant d'y avoir recouru.

On pourra également parler de chirurgie du nez et des sinus, d'uvulo-palato-pharyngoplastie (ablation de la luette et d'une partie du palais mou) ou encore d'amygdalectomie (ablation des amygdales) et d'adénoïdectomie (ablation des végétations adénoïdes).

Parasomnies de la petite enfance

Le sommeil est une assise essentielle au bon développement des tout-petits. Des études récentes démontrent qu'une durée de sommeil insuffisante entraîne des conséquences néfastes importantes dans diverses sphères de développement. Lorsqu'on pense à un enfant qui dort mal, on imagine tout de suite une nuit fragmentée de multiples éveils, mais le sommeil de l'enfant peut aussi être perturbé par diverses parasomnies.



Résultats récents de la recherche

Les parasomnies sont très communes dans la petite enfance. En effet, rares sont les enfants qui n'en présentent aucune. Cependant, peu d'études ont été menées de façon prospective sur un large échantillon d'enfants d'âge préscolaire. Une étude longitudinale du développement des enfants sur un échantillon d'environ 2.000 enfants nés en 1997-1998 dans la province de Québec permet d'étudier la prévalence ainsi que l'émergence et la disparition des parasomnies de la petite enfance. Cette étude a évalué que la prévalence des parasomnies pour la période de 2,5 à 6 ans se distribue comme suit : somnolence = 84,4 % ; bruxisme = 45,6 % ; terreurs nocturnes = 39,8 % ; somnambulisme = 14,5 % ; rythmies nocturnes = 9,2 %.

Pour l'énurésie, dont le diagnostic n'est établi qu'à l'âge de 5 ans, la prévalence est de 21,4 % à 5 ans et de 16,1 % à 6 ans. Des différences sexuelles dans la prévalence ont été observées pour l'énurésie et aussi pour le somnambulisme de l'ordre de 2 garçons pour 1 fille.

Par contre, les filles rapporteraient plus de cauchemars. Il ne semble pas y avoir de différence garçon-fille dans la prévalence de terreurs nocturnes, de somnolence, de bruxisme ou de rythmies nocturnes.

Certaines parasomnies apparaissent tôt dans l'enfance tandis que d'autres se manifestent plus tard.

Par exemple, les terreurs nocturnes et les rythmies nocturnes sont reconnues comme étant des parasomnies de la petite enfance, et très peu de nouveaux cas se présentent après 4 ans. Contrairement à celles-ci, la prévalence du bruxisme et du somnambulisme est relativement faible dans la petite enfance et augmente graduellement avec l'âge.

Des facteurs génétiques sont impliqués dans l'émergence de plusieurs parasomnies, entre autres, le somnambulisme, les terreurs nocturnes, le bruxisme, l'énurésie et les cauchemars.

De plus, on remarque une coexistence de certaines parasomnies. En effet, le somnambulisme persistant coexiste souvent chez un même individu avec des terreurs nocturnes ou de la somnolence. Une prédisposition génétique à avoir des éveils partiels en sommeil lent profond (état dissocié) expliquerait ce lien. La génétique confère donc une prédisposition que des facteurs extérieurs viendront accentuer. Les facteurs pouvant précipiter des épisodes de terreurs nocturnes ou de somnambulisme sont la fatigue, la privation de sommeil, un environnement de sommeil bruyant, la fièvre, certaines médications qui affectent le système nerveux central et finalement d'autres désordres de sommeil tels que le syndrome d'apnées du sommeil. D'autres parasomnies, telles que les cauchemars et le bruxisme, peuvent être déclenchées par un stress ponctuel. Par ailleurs, les études ont en général démontré qu'il y avait peu ou pas d'influence des facteurs sociodémographiques ou d'adver-

sité familiale sur l'émergence des parasomnies. En résumé, l'expérience d'une parasomnie dans la petite enfance est un fait commun et normal et est souvent due à une composante génétique. Dans la plupart des cas, il s'agit de phénomènes bénins et transitoires qui ne nécessitent aucune intervention si ce n'est que de rassurer l'enfant et le parent. En effet, la plupart des parasomnies tendent à disparaître à l'adolescence. Certaines parasomnies plus persistantes ou plus sévères pourraient cependant venir perturber le sommeil de l'enfant et celui de la famille, entraîner des blessures ou un haut risque de blessures (dans les cas de rythmies nocturnes, de somnambulisme ou de terreurs nocturnes intenses) ou engendrer de la détresse psychologique (surtout dans les cas d'énurésie et de cauchemars fréquents). Le traitement des parasomnies problématiques diffère selon le type spécifique de parasomnie. Dans la majorité des cas, les méthodes non pharmacologiques devraient être explorées avant d'avoir recours à un médicament.

• **Rythmies nocturnes**, frappingement de la tête ou le bercement, on doit simplement veiller à ce qu'ils ne se blessent pas en apportant des changements à l'environnement de sommeil. Cependant, pour la plupart des enfants, cette méthode d'autoapaisement ne comporte pas vraiment de risque de blessures. On peut tenter toutefois de remplacer, par conditionnement, cette forme de rituel d'endormissement par une autre qui serait plus acceptable pour les parents.

Par ailleurs, certaines parasomnies peuvent servir aux parents d'indicateurs d'un problème ou d'une insécurité que vit l'enfant. En effet, plusieurs parasomnies (somnambulisme, terreurs nocturnes, bruxisme), lorsqu'elles persistent pendant des années, ont été associées à l'anxiété de séparation ou à l'anxiété tout court. Il est important de mentionner qu'un problème d'éveils fréquents a aussi été mis en relation avec l'anxiété de séparation. De même, des cauchemars fréquents sont souvent signe d'anxiété ou de détresse émotionnelle, parfois même de traumatismes. Par ailleurs, on a montré que l'énurésie était associée à un retard d'acquisition de certains jalons du développement moteur et langagier. Cette association est probablement le signe d'un problème sous-jacent de maturation du système nerveux et non une conséquence de la parasomnie.

Questions clés pour la recherche

Il y a encore bien peu d'études sur les conséquences potentielles des parasomnies de la petite enfance. Ces enfants ont-ils des difficultés dans certaines sphères de leur développement tout comme les enfants qui ont un manque partiel mais chronique de sommeil ? On a montré, en effet, que les enfants qui dormaient 9 heures ou moins de façon constante au cours de la petite enfance avaient à l'entrée à l'école une performance cognitive moindre, un comportement plus hyperactif et des risques d'embonpoint et d'obésité plus élevés que les enfants qui dormaient au moins 10 heures par nuit de façon constante. Les conséquences doivent différer selon la parasomnie. Les conditions qui écourtent la durée du sommeil ont une plus grande probabilité d'occasionner des conséquences sur le développement de l'enfant. Les relations entre les dyssomnies (éveils nocturnes fréquents ou difficulté à l'endormissement) et les parasomnies de la petite enfance sont encore très peu connues. Les enfants qui dorment moins bien ont-ils plus de parasomnies ?

Il y a également un manque flagrant d'études contrôlées sur l'efficacité des méthodes thérapeutiques tant pharmacologiques que non pharmacologiques pour des parasomnies problématiques, particulièrement chez le jeune enfant. Les rapports d'efficacité sont souvent anecdotiques.

Pourquoi les parasomnies sont-elles plus communes durant l'enfance et s'estompent-elles ensuite ? La physiopathologie de la plupart des parasomnies reste à élucider. Une meilleure compréhension des mécanismes neuronaux qui sous-tendent ces divers désordres permettrait peut-être une meilleure approche thérapeutique. On sait, par des études de jumeaux, que plusieurs parasomnies ont une base génétique. On n'a pas, par contre, encore pu identifier les gènes spécifiques qui sont en cause dans l'apparition des diverses parasomnies.

• **Somnambulisme et terreurs nocturnes** la méthode thérapeutique la plus employée, surtout chez l'enfant, est celle des éveils programmés. Cette méthode consiste à garder un journal du moment d'apparition des épisodes pendant environ 2-3 semaines pour établir l'heure moyenne à laquelle se produisent ces épisodes. Ensuite, il faudra éveiller l'enfant chaque nuit environ 15 à 30 minutes avant l'heure habituelle de l'épisode pendant une période d'environ un mois ; il faut s'assurer de bien réveiller l'enfant pour environ 5 minutes et ensuite le laisser se rendormir. La cessation des épisodes est maintenue même après l'arrêt des éveils forcés.

• **Bruxisme sévère**, une plaque occlusale (gouttière en acrylique qui recouvre les dents) est habituellement recommandée. Non seulement celle-ci sert à prévenir l'usure des dents, mais elle aide vraiment à réduire le nombre d'épisodes d'activité musculaire liés au grincement des dents.

• **Énurésie**, plusieurs traitements sont disponibles selon la cause exacte du problème : production d'urine excessive, vessie hyperréactive ou à faible capacité, ou encore difficulté à se faire réveiller par les sensations de vessie pleine. En ce qui concerne la dernière cause, un dispositif d'alerte dont le senseur est placé sur le sous-vêtement ou le pyjama de l'enfant est souvent utilisé pour les enfants de six ans et plus. Ce dispositif émet un son ou une vibration lorsque l'enfant commence à uriner et celui-ci doit alors se lever et terminer sa miction à la toilette. L'enfant apprend progressivement à se réveiller lorsqu'il ressent que sa vessie est pleine. Les traitements pharmacologiques, tels que la desmopressine et l'oxybutynine, sont plutôt utilisés pour traiter la production excessive d'urine et le problème de vessie hyperréactive, respectivement. Ces traitements peuvent aussi être utilisés en combinaison.

• **Technique pour enrayer les cauche-**

GUELMA, CULTURE DU COLZA

Campagne de sensibilisation

Un travail de proximité de sensibilisation et de recensement des agriculteurs désireux d'intégrer l'expérience de la culture de colza est actuellement en cours.

PAR BOUZIANE MEHDI

La première expérience de la culture du colza devrait intéresser plusieurs dizaines d'agriculteurs dans la wilaya de Guelma. C'est du moins ce qu'a estimé, dimanche 27 septembre, le chef du service de soutien et développement à la station expérimentale de production de semences de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC), Nabil Athamnia. Ce dernier a en effet déclaré à l'APS qu'un "travail de proximité de sensibilisation et de recensement des agriculteurs désireux d'intégrer cette expérience supervisée par l'ITGC est en cours", détaillant que la "démarche s'inscrit en application de la feuille de route du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural visant le lancement de cette spéculation sur pas moins de 3.000 hectares à l'échelle nationale durant la saison agricole 2020/2021". Au "cours des premiers contacts, un nombre considérable d'agriculteurs a manifesté de l'intérêt pour l'accompa-



gnement de l'Institut technique des grandes cultures dans cette expérience", a souligné le même technicien, ajoutant que la "station expérimentale de l'ITGC œuvre actuellement en coordination avec la chambre de l'agriculture et la direction des services agricoles à établir la liste des agriculteurs associés à cette expérience de culture du colza pour laquelle la région de Guelma offre des conditions climatiques favorables".

Selon l'APS, M. Athamnia a précisé que "les agriculteurs multiplicateurs de semences et des fermes pilotes sont les premiers ciblés pour cette initiative", assurant que "l'Institut technique des grandes cultures dispose de "quantités nécessaires de semences de colza", affirmant que "le suivi technique durant toutes les phases de culture sera assuré par l'ITGC et rappelant que des agricul-

teurs intéressés ont été initiés au cours de ces derniers jours aux travaux de préparation du sol qui exigent certains critères spécifiques".

Pour "impliquer à l'expérience des agriculteurs des wilayas de Souk-Ahras, Annaba, El-Taf et Skikda, des journées de sensibilisation ont été organisées par l'ITGC en coordination avec les chambres d'agriculture de ces wilayas", selon le même technicien qui a fait savoir que "la culture du colza est destinée à produire une huile alimentaire riche en acides gras antioxydants et à l'alimentation animale tandis que les fleurs du colza ont un potentiel mellifère prisées des abeilles".

B. M.

GHARDAÏA, IMPACT DE LA PANDÉMIE SANITAIRE

L'activité touristique lourdement affectée

L'activité touristique à Ghardaïa, source de revenus à côté de l'artisanat faisant d'elle un pilier de l'économie locale, est lourdement affectée en raison de l'impact de la pandémie sanitaire, selon des professionnels du secteur.

Tributaire des touristes et voyageurs internationaux et nationaux, le secteur est à l'arrêt depuis fin mars, "impacté par la fermeture des espaces aériens avec l'étranger ainsi que les restrictions sur les voyages internes imposés par le protocole visant à limiter au maximum les déplacements pour lutter contre la propagation du coronavirus", a indiqué à l'APS, Saïd Benkhelifa, gérant de l'hôtel Tassili, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme.

"On a été contraint de fermer l'hôtel et de mettre au chômage nos employés, en raison de cette pandémie et l'absence de touristes et voyageurs dans la région", a-t-il souligné. De son côté, un élu de l'APW de Ghardaïa, Salah Alouani, a estimé que "dès l'apparition de l'épidémie du coronavirus, un vaste mouvement de fermeture d'hôtels, de petites et moyennes entreprises de l'artisanat et des restaurants s'est opéré, entraînant la perte de nombreux emplois".

Pour le responsable d'une agence de voyage, les "opérations de sensibilisation et d'encouragement au tourisme réceptif ayant des effets multiplicateurs sur l'économie locale, notamment en matière de création d'emplois et l'écoulement des produits de l'artisanat local, ont été biaisées par l'effet de ". Considéré comme un élément clé du développe-

ment durable de la wilaya de Ghardaïa, le patrimoine naturel et culturel, matériel et immatériel, varié de la région attire de nombreux touristes étrangers en quête d'évasion.

Les nombreux sites culturels, environnementaux et monuments funéraires constituent des atouts privilégiés pour la promotion d'un tourisme durable respectueux des traditions et us de la région et porteur de richesses pour l'économie locale. La wilaya de Ghardaïa peut s'enorgueillir d'être le lieu de la réconciliation d'un tourisme culturel et environnemental, conformément à la charte du tourisme durable élaborée aux Îles Canaries en avril 1995.

Composée de plusieurs ksour ou cités millénaires, la pentapole de la vallée du M'zab et les ksour de Métlili et d'El-Menea, sont conçus magistralement par les aïeux sous forme architecturale d'amphithéâtre épousant le site rocailleux, en tenant compte du climat et des concepts religieux.

Cette architecture, dont s'est inspiré Le Corbusier (architecte, urbaniste, décorateur, peintre, sculpteur et auteur suisse naturalisé français -1887-1965), attire annuellement de nombreux touristes étrangers et spécialistes en la matière.

Les ksour, chargés d'histoire, de cette région aride, renferment une mémoire qui résiste à l'oubli et débordent d'une chaleur humaine qui ne laisse pas ses visiteurs indifférents. De plus, de nombreux ouvrages et systèmes hydrauliques traditionnels ainsi que les palmeraies de la région font également la curiosité des

visiteurs et touristes, aux côtés des marchés et souks traditionnels très actifs où les objets de l'artisanat sont écoulés à la criée.

Au Sud, dans la région d'El-Menea, passage obligé pour les touristes vers l'extrême sud du pays, l'on trouve de nombreuses richesses culturelles et environnementales, en particulier les palmeraies, les orangeries serpentées par des ruisseaux d'eau naturelle et minérale, ainsi que les nouveaux périmètres agricoles, les dunes de sable, le lac Sebkhia devenu un site de transit pour diverses espèces d'oiseaux migrateurs, ainsi que le monastère et tombeau du Père Charles de Foucauld, devenu un lieu de pèlerinage pour les chrétiens. Les thermes de Zelfana et les sites pittoresques de la région offrent également des atouts fiables pour attirer un tourisme étranger du 3^e âge en quête de cure et de convivialité. Puissant instrument de développement dans l'économie locale de la wilaya, l'activité touristique et artisanale constitue la pierre angulaire d'un développement durable de la région à préserver et promouvoir.

Les professionnels du tourisme lancent un appel urgent aux pouvoirs publics pour les aider, en raison de l'impact destructeur de la Covid-19 en ce début de saison touristique sur leurs activités.

APS

TISSEMSILT

Entrée en service de la Maison de l'accompagnement

La Maison de l'accompagnement et de l'insertion de la wilaya de Tissemsilt est entrée en service.

Ainsi, il a été procédé, jeudi 17 septembre, à l'installation officielle de l'instance de gestion de ce nouveau mécanisme doté de deux représentants de différents dispositifs de l'emploi de la wilaya. Le siège de cette nouvelle instance, décidée sur la base d'une décision du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, se trouve au niveau de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Tedjeddine-Hamed-Abdelwahab, au chef-lieu de wilaya.

Cette instance, désormais opérationnelle, a pour mission d'orienter les diplômés des établissements de formation, de les aider dans la création de petites entreprises et de les intégrer dans le marché du travail.

La Maison de l'accompagnement et de l'insertion se veut un espace pour les stagiaires et les diplômés des centres de formation professionnelle, ainsi que les représentants des dispositifs de l'emploi pour échanger les avis sur la manière de créer les startups. C'est aussi un cadre idéal pour la collecte des informations utiles permettant de faire connaître les opportunités d'emploi et les formations de qualification.

Elle veille également au travail de sensibilisation et à activer pour inculquer la culture entrepreneuriale aux jeunes formés et diplômés des établissements de formation, porteurs de projets, en plus de servir de bureau d'accueil et de collecte de données pour le marché de l'emploi

TLEMCCEN

Reprise de l'exploitation de la télécabine

La télécabine de Tlemcen, reliant le site du grand bassin au plateau de Lalla-Setti, a repris son activité, dimanche 27 septembre.

L'Entreprise de transport algérien par câbles ainsi que l'Entreprise du métro d'Alger ont fait part dans un communiqué, dont une copie a été remise à l'APS, de la reprise de l'exploitation commerciale de la télécabine de Tlemcen reliant le grand bassin à Lalla-Setti. Les deux entreprises, selon la même source, ont mis l'accent sur "la vigilance des usagers afin de respecter le protocole sanitaire mis en place et d'observer toutes les mesures de lutte contre la propagation du coronavirus pour préserver leur santé et celle des autres".

La télécabine de Tlemcen qui compte quelque 26 cabines a cessé son activité depuis le 22 mars dernier, selon son directeur Karam Bendimered, suite à l'apparition de la pandémie sanitaire.

La télécabine fonctionnera, selon son responsable 5 jours sur 7 à l'exception du week end.

Les capacités des cabines fonctionneront à moitié afin de respecter les dispositions de l'arrêté du wali de Tlemcen autorisant la reprise de l'activité de la télécabine.

APS

IRAN

Mobilisation "au service du peuple yéménite"

"L'Iran mobilise toutes ses forces et capacités pour défendre le peuple yéménite opprimé", a déclaré M. Khaji, assistant principal du ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires politiques.

L'Iran "s'engage aux côtés des Yéménites dans leur guerre contre l'agression étrangère dirigée par l'Arabie saoudite", a déclaré l'assistant principal du ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires politiques, a rapporté l'agence officielle Irna.

Lors d'un point presse tenu dimanche 11 octobre à Téhéran, l'assistant principal du ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires politiques, Ali Asghar Khaji, a affirmé que l'Iran ne ménageait aucun effort pour "défendre le peuple du Yémen contre l'agression étrangère", selon l'agence de presse iranienne Irna. Dans le même sens, le diplomate a également souligné que son pays menait une



offensive "sur le plan international" en soutien au Yémen.

Le 9 septembre, lors d'un sommet ordinaire des ministres des Affaires étrangères de la Ligue des États arabes au Caire, le chef de la diplomatie saoudienne, Fayçal ben Farhane ben Abdallah al-Saoud, a affirmé que "le soutien du régime iranien aux milices armées était la plus grave menace qui

pesait sur la région arabe", a rapporté la chaîne saoudienne Al-Arabiya.

Tout en soulignant que ces "milices faisaient des ravages et semaient le chaos et la désolation dans de nombreux pays arabes", le ministre a appelé "la communauté internationale à déployer plus d'efforts pour imposer aux milices houthies au Yémen d'arrêter leurs agressions".

KIRGHIZISTAN

Doutes sur la légitimité du nouveau Premier ministre

Depuis dimanche dernier et des élections législatives controversées, le Kirghizistan est secoué par un mouvement de contestation. Des heurts entre manifestants et policiers ont fait 1 mort et plus d'un millier de blessés. Pendant plusieurs jours de chaos, l'actuel Président Soroonbaï Jeenbekov a semblé perdre le contrôle du pays et même promis de démissionner. Dans la foulée, le Parlement a nommé un nouveau Premier ministre, Sadyr Japarov. Mais bon nombre de Kirghizes dénoncent le choix de cette figure nationaliste et populiste de l'opposition.

L'état d'urgence est toujours en vigueur. L'armée a installé des barrières routières aux abords de la capitale, où des véhicules militaires blindés étaient visibles. Mais dans le centre de la ville, on ne voit pas de poli-

ciers ni de militaires. Ce sont les brigades de la milice populaire qui assurent la sécurité pendant la nuit. Le statut de cette milice n'est pas très clair : ce sont surtout des habitants locaux et des commerçants qui s'organisent pour aider la police à protéger la ville. Les grands magasins sont fermés mais les petits commerces, cafés et restaurants sont ouverts.

Cependant, il est presque impossible de retirer de l'argent : les banques ont vidé les distributeurs automatiques par crainte des maraudeurs. Depuis vendredi, le couvre-feu est instauré dans le pays : de 21h à 5h du matin, tous les déplacements sont interdits. Ce qui n'a pas empêché les partisans du nouveau Premier ministre de fêter sa nomination ce samedi soir.

La situation politique, elle, est toujours plus tendue. Les habitants de

Bichkek ont des sentiments très partagés. D'un côté, ils sont soulagés que le calme soit revenu. De l'autre, ils sont un peu déçus, parce qu'ils ont l'impression que cette révolution a échoué.

Car peu de gens se satisfont de la nomination du nouveau Premier ministre. La session extraordinaire du Parlement pour élire le chef du gouvernement n'a même pas rassemblé la moitié des députés et ce sont les députés du parti pro-présidentiel qui ont soutenu la candidature de Japarov.

Certains dans l'opposition pensent qu'il s'agit d'une alliance tactique entre le nouveau Premier ministre et le Président actuel, qui voit dans cette nomination la possibilité de diviser l'opposition et de rester ainsi au pouvoir.

TURQUIE

Poursuite des explorations en Méditerranée

Pendant qu'Athènes et Ankara se disputent la souveraineté d'une zone de Méditerranée orientale riche en hydrocarbures, la Turquie va renvoyer le navire controversé dans la région pour effectuer une mission de "sondage sismique". La semaine dernière, la Turquie et la Grèce sont convenues de prendre des mesures de confiance

mutuelle et d'organiser des discussions bilatérales sur leur contentieux en Méditerranée orientale. Après la signature d'un accord maritime entre Athènes et Le Caire, Recep Tayyip Erdogan a annoncé début août la relance de la prospection d'hydrocarbures dans une zone disputée de la Méditerranée orientale. Ankara a mul-

tiplié les forages au large de Chypre. Des activités jugées "illégalles" par la plupart des pays de la région et l'Union européenne. Réunis en sommet à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont discuté le 1^{er} octobre le conflit en Méditerranée orientale.

Agences

En réponse à ces accusations, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Saeed Khatib Zadeh a déclaré vendredi 11 septembre lors d'une conférence de presse à Téhéran que "certains pays de la région devraient concentrer leurs efforts pour affronter la principale source de menace pour la zone, c'est-à-dire l'entité sioniste, au lieu de faire des déclarations vides de sens et de servir les intérêts des États-Unis et de cette entité", selon Irna.

Dans le même sens, le responsable a exprimé "ses regrets quant aux questions absurdes et répétées mentionnées dans la déclaration du comité quadrilatéral de la Ligue des États arabes", affirmant qu'elles "représentaient un cercle vicieux d'intimidation contre l'Iran et de normalisation de l'entité sioniste illégitime".

KENYA

La tension à son comble au plus haut sommet de l'État

Rien ne va plus entre le Président Uhuru Kenyatta et son vice-Président, William Ruto. En toile de fond déjà : la prochaine élection présidentielle de 2022. Si la campagne n'a pas encore commencé, les partisans des 2 camps se livrent déjà à une bataille sans merci depuis plusieurs mois. Déjà, des violences éclatent entre les clans adverses. La stabilité du pays pourrait être compromise.

Le dimanche, c'est jour de messe. Qui dit messe dit rassemblements politiques. Dimanche, Raila Odinga, ex-chef de l'opposition, rallié aujourd'hui au Président actuel, n'a pas dérogé à la règle, entouré d'hommes d'affaires puissants. En revanche, le rassemblement de William Ruto, le vice-Président, a quant lui été interdit par les autorités. Officiellement pour maintenir l'ordre public. Décision qui a suscité la colère du clan Ruto.

Coups bas et manigances se multiplient depuis des mois au sommet de l'État. Le Président Kenyatta quittera le pouvoir en 2022. Il devait soutenir la candidature de son vice-Président Ruto. Mais il chercherait finalement un autre successeur.

Depuis, Ruto prend ses distances. 2 ans avant le scrutin, il mobilise déjà ses troupes et lance des messages hostiles contre le clan Kenyatta. Résultat : sur le terrain les partisans s'affrontent, violemment. Il y a quelques jours, un rassemblement politique a tourné au drame faisant au moins 2 morts.

Les dirigeants du pays s'inquiètent : "Si rien n'est fait pour calmer le jeu, le Kenya pourrait basculer dans le chaos". Un scénario qui n'est pas sans rappeler celui de 2007, lorsque des violences post-électorales avaient fait un millier de morts.

Agences

Une présidentielle des plus incertaines

Entre crise sanitaires, accusations de fraude et menaces de recours à la justice pour contester les résultats, le scrutin du 3 novembre pourrait être un des plus incertains de l'histoire des États-Unis.

Aux États-Unis, les inquiétudes qui entourent la course à la Maison Blanche grandissent à mesure que la date du 3 novembre approche. "Si le Congrès et les États n'agissent pas immédiatement, notre pays pourrait faire face à un - Tchernobyl électoral - cet automne", s'alarmait dès le mois de juin le sénateur démocrate de l'Oregon, Ron Wyden. Le site *Politico* prédit, lui, un scrutin qui "a de bonnes chances d'être marqué par une pagaille bureaucratique et un chaos prévisible (...), laissant les États-Unis face au résultat le plus incertain et le plus disputé depuis des années".

Un scrutin contaminé par le coronavirus

La "pagaille" que certains imaginent est avant tout liée à l'épidémie de la Covid-19. Le virus, qui a déjà tué plus de 200.000 personnes dans le pays et contaminé son plus haut représentant, a obligé les États à faciliter le vote par correspondance. 42 d'entre eux autoriseront cette option pour la présidentielle, sans autre justification que le contexte sanitaire. "Pour la première fois de l'histoire américaine, 76 % des électeurs auront donc le droit d'envoyer leur bulletin par courrier", estime le *New York Times*.

Quel type de vote les électeurs adopteront-ils ? Selon une étude de l'institut *Hawkfish*, ceux de Joe Biden privilégieraient celui par correspondance. Alors que ceux du candidat républicain envisageraient davantage de se déplacer dans les bureaux de vote. Ce qui fait craindre à certains observateurs un "red mirage" en référence à la couleur des républicains). Un scénario qui verrait l'actuel locataire de la Maison Blanche l'emporter le soir du scrutin, avant d'être rattrapé et dépassé par son adversaire quelques jours plus tard, lorsque tous les bulletins envoyés par la poste auront été dépouillés et comptabilisés.

"Si les résultats sont très serrés dans les États-clés, ceux où se joue vraiment l'élection, il est possible qu'il faille attendre plusieurs jours pour connaître le vainqueur", analyse Archon Fung, professeur spécialiste de la gouvernance à Harvard. C'est ce qui s'est passé lors des élections de mi-mandat dans l'Arizona, en 2018. La candidate républicaine au Sénat était en tête le soir du scrutin, mais c'est finalement son adversaire démocrate qui a été déclarée victorieuse plusieurs jours après, une fois l'ensemble des votes par courrier dépouillés. Pour Paul Gosar, représentant républicain de l'État interrogé par *franceinfo*, ce retournement de situation ne peut s'expliquer "que par de la fraude". Aucune preuve ne vient pourtant étayer cette accusation, selon la presse locale.

Les républicains agitent le spectre de la fraude

Cela n'empêche pas l'élu de l'Arizona de s'inquiéter d'un "grand risque" d'irrégularités en novembre, comme l'a d'ailleurs évoqué Donald Trump fin juillet : "Avec le vote par correspondance, 2020 sera l'élec-



tion la plus frauduleuse de l'histoire." Mi-septembre, il affirmait encore que "le résultat de l'élection du 3 novembre pourrait ne jamais être déterminé avec précision".

Pourtant, "toutes les études montrent que la fraude électorale est très rare aux États-Unis, poursuit Archon Fung. L'objectif du président est clairement de semer le doute sur la validité des résultats et de décrédibiliser le système électoral." Dans ce contexte, le Transition Integrity Project a voulu simuler ce qui pourrait advenir entre le 3 novembre et le 20 janvier, date de l'investiture du président élu. "Tous les scénarios que nous avons envisagés [en dehors d'une large victoire de Joe Biden] menaient à de la violence dans les rues et à une crise politique", explique Rosa Brooks, professeure de droit à l'université Georgetown et cofondatrice de ce think tank, dans les pages du *Washington Post*.

Parmi les hypothèses évoquées, des affrontements entre manifestants anti-Trump et milices d'extrême droite, se soldant par l'intervention de l'armée. Dans un autre scénario, les démocrates, déçus d'une victoire du républicain, envisagent la sécession des États de la côte Ouest. Un troisième voit le Sénat valider l'élection du milliardaire, quand la Chambre des représentants proclame la victoire de Joe Biden. Des scénarios du pire que Miles Rapoport préfère écarter : "Si l'élection est très disputée, il y aura sûrement des manifestations de démocrates et de républicains dans les jours suivants. Mais le risque de violences est plus faible que ce que certains prédisent, estime le professeur de sciences politiques à l'université de Harvard, sollicité par *franceinfo*. Les instances électorales font leur possible pour garantir que le scrutin se passera au mieux."

Des recours en justice ?

Qu'importe, Donald Trump incite ses partisans à ouvrir l'œil. "Je les exhorte à se rendre aux urnes et à observer très attentivement [le scrutin], déclarait-il le 29 septembre, lors du premier débat télévisé entre les deux candidats à la présidentielle. Sur le terrain, le message du chef" semble être bien passé : Tom Kennedy, administrateur

du groupe Facebook "Baltimore City pour Trump 2020", a lancé un appel à ses 330 membres pour demander des renforts. "Cette année, nous avons plus que jamais besoin d'observateurs dans les bureaux, explique le républicain à *franceinfo*. Des millions de bulletins de vote sont envoyés à travers le pays, les risques de fraude augmentent de façon exponentielle."

Un groupe de soutien à Donald Trump recherche des volontaires pour surveiller les bureaux de vote à Baltimore (Maryland), le jour de l'élection américaine, le 3 novembre 2020. Un groupe de soutien à Donald Trump recherche des volontaires pour surveiller les bureaux de vote à Baltimore (Maryland), le jour de l'élection américaine, le 3 novembre 2020. Dans le camp d'en face, on a bien compris la stratégie du président sortant. "Il essaie de dissuader et d'effrayer", soufflait Joe Biden lors du débat, avant de se tourner vers la caméra pour adresser un message solennel aux millions d'Américains devant leur télé : "Il ne peut pas vous empêcher de voter (...) Le vote par correspondance n'est pas dangereux." En coulisses, le candidat démocrate de bientôt 78 ans se prépare lui aussi à toutes les éventualités. Il a notamment recruté 600 avocats prêts à intervenir partout où il y aurait des problèmes.

Car en cas de résultats serrés dans un ou plusieurs États-clés, il est probable que la 59e présidentielle finisse devant la justice. Certains observateurs font d'ailleurs le parallèle avec celle de 2000, quand les États-Unis s'étaient réveillés sans Président élu au lendemain du scrutin : en Floride, le vote était si serré qu'il était impossible de dire qui d'Al Gore ou de George W. Bush était en tête. Le suspense, rythmé par d'interminables recomptages, avait duré un mois. Jusqu'à ce que la Cour suprême désigne le républicain vainqueur, le 12 décembre.

Trump pourrait ne pas reconnaître sa défaite

Parmi les journalistes accrédités à la Maison Blanche, on se prépare également à couvrir une élection hors du commun.

"Il va falloir faire attention aux résultats que l'on donne, sans se précipiter sur les sondages de sortie des urnes", soupire d'avance David Smith. Le correspondant du *Guardian* s'interroge sur le scénario en cas de défaite de Trump. Il a en effet suffi d'une question posée en conférence de presse à la Maison Blanche, le 23 septembre, pour semer le doute : "Vous engagez-vous à une transition pacifique du pouvoir ? Il va falloir que nous voyions ce qui se passe", a esquivé le président, qui a réitéré ses propos lors du débat face à Joe Biden.

Un flou qui agace jusque dans son propre camp. "La transition pacifique du pouvoir est fondamentale à la démocratie, sinon c'est la Biélorussie, s'est énervé sur *Twitter* le sénateur républicain de l'Utah, Mitt Romney. Qu'un président sous-entende qu'il pourrait ne pas respecter la Constitution est impensable et inacceptable. "Celui qui remportera l'élection du 3 novembre sera investi le 20 janvier. Il y aura une transition en bon ordre, comme tous les quatre ans depuis 1792", a tenté de rassurer le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell.

"Cette élection est imprévisible parce que le président est imprévisible", résume Archon Fung. Le professeur veut toutefois éviter tout catastrophisme. "Même en cas d'élection très disputée, j'ose espérer que les observateurs, les responsables politiques et les institutions pousseront le perdant à reconnaître la défaite." Il reste par ailleurs un scénario qui éviterait, a priori, toute situation de chaos : qu'un candidat remporte une large victoire dès le 3 novembre.

Trump chute dans les sondages

Il a survécu à l'enquête sur la Russie, à Stormy Daniels et à l'impeachment sur l'Ukraine. Mais dans la dernière ligne droite de la campagne, Donald Trump affronte deux ennemis redoutables : le Covid, et lui-même. Et alors qu'il est en forte baisse dans les sondages depuis sa performance très contestée du débat face à Joe Biden, le Président américain pourrait plomber son parti au Congrès.

Pour Donald Trump, la cacophonie du premier débat télévisé semble avoir constitué un tournant. En dix jours, l'écart est passé de 6 à 10 points d'avance pour Joe Biden, selon la moyenne de *Real Clear Politics*. Même des études pour *Fox News* ou l'institut conservateur *Rasmussen* donnent une marge de 10 et 12 points au démocrate.

Pour le Président américain, le tableau se noircit un peu partout dans les - swing states -. Joe Biden creuse l'écart en Pennsylvanie et au Midwest (Wisconsin, Michigan, Minnesota). En chute libre auprès des seniors, des femmes et dans les banlieues aisées, le président américain a, semble-t-il redirigé son budget publicitaire pour défendre la - sun belt - (Floride, Géorgie et Caroline du Nord, notamment). Joe Biden fait même la course en tête en Arizona, un État que les démocrates n'ont remporté qu'une fois en cinquante ans, avec Bill Clinton en 1996.

Selon le *New York Times*, le sénateur John Cornyn, en ballottage favorable au Texas, s'est plaint en privé que Donald Trump, qui plafonne à 42 % d'intentions de vote, tire son camp vers le bas. Dans l'Arizona, notamment, l'ex-astronaute Mark Kelly semble notamment bien parti pour déloger la républicaine Martha McSally.

LIGUE DE FOOTBALL
PROFESSIONNEL**Les contrats échus
le 31 décembre
autorisés à être
renouvelés**

La Fédération algérienne de football (Faf) a autorisé les clubs et leurs joueurs dont les contrats échus le 31 décembre 2020 à prolonger ces derniers jusqu'à la fin de la phase aller de la nouvelle saison.

Selon la Ligue de football professionnel (LFP), qui cite lundi le Bureau fédéral de la FAF, cette "mesure exceptionnelle est due à la pandémie du nouveau coronavirus et fait suite au décalage de la deuxième période d'enregistrement, au titre de la saison 2020/2021".

La LFP a proposé de démarrer la nouvelle saison le 21 novembre prochain, à travers la Supercoupe d'Algérie, entre l'USM Alger et le CR Belouizdad, au moment où le début du Championnat de Ligue 1 est programmé une semaine plus tard, le 28 novembre.

Des dates qui, cependant, restent à confirmer, car la LFP tient à éviter un éventuel chevauchement avec les joutes continentales devant débiter également au mois de novembre prochain et dans lesquelles quatre clubs algériens seront engagés. Il s'agit du CR Belouizdad et du MC Alger en Ligue des champions, ainsi que de l'ES Sétif et de la JS Kabylie en Coupe de la Confédération.

MERCATO

**Belaïli signe avec une
agence allemande**

L'international algérien Youcef Belaïli vient de rejoindre une grosse agence de joueurs allemande aujourd'hui. Il s'agit de Rogon Sport Management qui représente plus de 100 joueurs, dont les plus connus sont Roberto Firmino, Thilo Kehrer ou encore Julian Draxler.

Selon nos informations, c'est le représentant de l'agence en France, Régis Dorn, qui est derrière la signature du joueur.

Par ailleurs, Rogon entretient de bonnes relations avec l'Olympique Lyonnais. Ils représentent d'ailleurs Maxwell Cornet qui joue au même poste que Belaïli. Cependant le père de Youcef Belaïli vient de déclarer que son fils allait signer à Getafe...

**Visite médicale pour
Benrahma aujourd'hui**

Selon *The Athletic*, l'international algérien de Brentford, Saïd Benrahma, qui aurait tout conclu avec les Hammers, devrait passer la visite médicale avec le club londonien ce mercredi avant de s'engager officiellement avec West Ham pour un contrat de cinq ans.

Benrahma qui se trouve en rassemblement avec l'équipe nationale, devrait donc passer sa visite médicale après le deuxième match amical face au Mexique prévu pour demain au Pays-Bas.

L'ailier gauche de 25 ans devrait à cet effet signer son contrat avec West Ham avant la fin du mercato (interne) en Angleterre, le vendredi 16 octobre.

Rappelons que Sky-sport avait révélé le week-end dernier que West Ham serait en passe de finaliser l'arrivée de l'ancien Niçois pour une indemnité de transfert de 30 millions de livres sterling (soit 33 millions d'euros) pour un contrat de cinq saisons.

FOOTBALL, CHAMPIONNAT DE LIGUE 1 : ES SÉTIF

Les satisfactions d'El-Kouki

Ce 1^{er} stage à Sétif a permis au staff technique, à sa tête le technicien tunisien Nabil El-Kouki, de tirer les premiers enseignements et surtout d'avoir une idée sur les capacités de son effectif, même s'il n'a pas connu vraiment des changements par rapport à la saison écoulée.

PAR MOURAD SALHI

Le coach sétifien El-Kouki s'est dit satisfait du stage qui s'est déroulé dans la capitale des Hauts-Plateaux. "Je suis entièrement satisfait du travail accompli jusque-là. Les préparatifs se sont déroulés dans de parfaites conditions. Une bonne ambiance a caractérisé cette reprise des entraînements. Tous les joueurs se donnent à fond aux entraînements. C'est un bon signe pour la suite. Ce qui a facilité le travail, c'est le comportement exemplaire des joueurs.

Comme je l'ai déjà dit, nous avons toujours cette envie de faire mieux. Ils sont à féliciter pour leurs efforts. Je suis très content d'avoir un groupe pareil", a indiqué El-Kouki. Ce dernier qui a repris le travail avec son équipe a profité de ce premier stage pour redémarrer la machine sur de bonnes bases.

"Nous avons varié le travail de préparation pendant ce 1^{er} stage. En tout, nous avons effectué 16 séances d'entraînement entre le stade 8-Mai-45, la salle de musculation et la forêt. Ce n'est pas évident avec l'arrêt que les joueurs ont observé depuis le début de



la pandémie, mais on va essayer de rattraper le retard petit à petit", a-t-il dit.

Pour y parvenir, l'entraîneur souhaite que son équipe profite le maximum de son séjour à Annaba pour peaufiner sa préparation. "À Annaba, nous allons entamer une autre phase de préparation. Moi et le staff technique nous avons arrêté le programme de préparation qui s'étalera sur deux semaines.

Nous allons jouer un premier match amical le 27 de ce mois contre la 5e Région militaire. Par la suite, on aura un autre match contre la JS Skikda à Sétif et le CS Constantine. Dans notre planning, nous avons inscrit neuf matchs amicaux au minimum pendant cette période de préparation qui précède la compétition officielle", a-t-il expliqué.

Le technicien tunisien des Sétifiens s'est étalé par la suite sur le recrutement estival et confirme qu'il aura besoin d'un renfort pour avoir plus de solutions. "À Sétif, l'effectif n'a pas connu un grand changement. Pour

l'instant, nous avons réussi à faire venir le jeune gardien Kheiri Barki. Sincèrement, nous cherchons à renforcer notre effectif. Nous avons ciblé certains joueurs en fonction de nos besoins. Une chose est sûre, nous avons besoin de quatre joueurs seulement lors de ce mercato. On aimerait conclure avec des éléments d'expérience comme Bakir, Aït Athman, Meddour et autres. C'est toujours intéressant d'avoir un effectif riche pour avoir plus de solutions.

Cela va nous permettre aussi de faire face au calendrier qui sera chargé la saison prochaine. Maintenant, si nous ne parvenons pas à avoir ce que nous cherchons, nous allons nous contenter de l'effectif de la saison passée", a expliqué Nabil El-Kouki.

L'Entente de Sétif a entamé hier un autre stage de préparation à Annaba. Un stage qui sera axé sur l'aspect technico-tactique des joueurs. À un peu plus d'un mois de la reprise de la compétition, Sétif passe à la vitesse supérieure dans sa préparation.

M. S.

ARABIE SAOUDITE

**"Belaïli doit payer 2 millions d'euros
pour partir"**

Le meneur de jeu algérien Youcef Belaïli "est toujours sous contrat" avec Al-Ahli et devra s'acquitter d'une indemnité de 2 millions d'euros pour pouvoir partir, a assuré le président du club saoudien de football, Abdul-Ilah Moumina.

"Belaïli a décidé de mettre fin à son contrat avec Al-Ahli de manière unilatérale, après que nous ayons bloqué son salaire, suite à son refus de revenir à Djeddah. Au début, la fermeture des frontières liée au contexte sanitaire lui avait servi de prétexte pour ne pas rejoindre son club.

Mais lorsque nous avons réglé ce problème, en lui envoyant un avion privé grâce à l'intervention du ministre des Sports, il a refusé de le prendre sur conseil de son père", a expliqué le président d'Al-Ahli dans une déclaration à la chaîne locale KSA Sports. "Belaïli est toujours lié par un contrat avec Al-Ahli. Maintenant s'il veut partir, il n'a

qu'à payer 2 millions d'euros pour que le club renonce à l'affaire", a-t-il ajouté.

Le père du joueur, qui est aussi son manager, avait assuré dernièrement que la Fifa avait donné gain de cause à son fils. L'ancien joueur de l'ES Tunis (28 ans) est entré en conflit avec sa

direction suite à son refus de rallier l'Arabie saoudite pour reprendre les entraînements.

En compagnie de son coéquipier en équipe nationale, Djamel-Eddine Benlameri, qui a résilié son contrat avec Al-Shabab (Division 1 saoudienne) pour rejoindre Lyon (France), Belaïli n'était pas au rendez-vous le 19 août à l'aéroport international d'Alger, pour son vol spécial de rapatriement. Une attitude qui a irrité les dirigeants des deux clubs saoudiens.

Le manager général du club saoudien, Tarek Kial, a récemment critiqué Belaïli, soulignant qu'il n'était "pas sérieux" dans son comportement : "Le dossier de Belaïli est assez compliqué, le joueur n'est pas sérieux, même l'entraîneur m'a dit la même chose. Nous ne voulons pas d'un joueur qui joue avec son nom seulement, nous voulons un élément combatif sur le terrain."

APS

**ENQUÊTES
CRIMINELLES**



21h00



Au sommaire : - *Affaire Marie Dalcin* : le suspect se cache dans la famille - Le 17 mars 2004, Marie Dalcin, une riche veuve de 88 ans, périt dans l'incendie de sa maison de Pompignac, une commune proche de Bordeaux. Si la victime est bien morte asphyxiée, l'examen de son corps révèle qu'elle a reçu de nombreux coups avant de perdre connaissance. - *Affaire Mosser* : piège à domicile - Le 12 septembre 2013, alors qu'elle devait aller chercher ses enfants à la sortie de l'école, Isabelle Mosser ne se présente à la sortie des classes. Affolé, son mari Éric quitte son travail et se rend à son domicile. Il y découvre son épouse gisant dans une mare de sang

**ENQUÊTE SOUS
HAUTE TENSION**



21h00



À une heure de route de Paris, la ville de Compiègne et ses 40.000 habitants accueillent le plus grand contingent de secouristes et d'urgentistes du département de l'Oise. Au cœur du dispositif, une caserne de 60 pompiers qui se relaient jour et nuit, ainsi que les équipes du Samu du centre hospitalier intercommunal de Compiègne-Noyon. Leur périmètre d'intervention est vaste, à la fois urbain, avec des quartiers sensibles, et rural, avec de grands axes routiers. Accidents de la route souvent très graves, habitants souffrant de troubles psychiatriques, règlements de comptes entre bandes rivales ou encore accouchements à risque...

**LA PROMESSE
DE L'EAU**



21h00



Les fonds marins, dans le golfe du Lion, au large de Montpellier. Un plongeur dénêche dans une épave un trésor que beaucoup convoitent : la statuette en or de Méduse, l'une des trois Gorgones de la mythologie. Le lendemain, le bateau du jeune homme est retrouvé vide, à la dérive. Est-ce la malédiction qui entoure la statuette légendaire qui vient encore de frapper ? Ou bien un chasseur de trésors concurrent qui s'en est pris au plongeur ? A moins que cette disparition, qui s'avère très vite un meurtre, soit liée au passé du plongeur et à la disparition de ses deux parents à bord de leur voilier ?

**DES RACINES ET DES AILES
TERROIRS D'EXCELLENCE
EN SAVOIE**



21h00

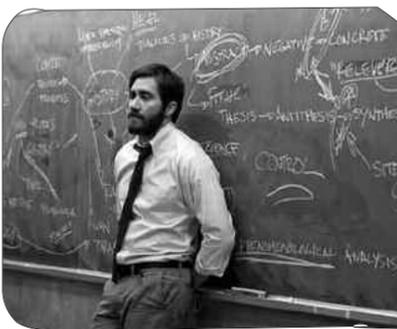


À la rencontre de femmes et d'hommes de talent. Héritiers d'un savoir-faire exigeant et passionné, ils ont à cœur de défendre le patrimoine et l'identité de leur région. Florence Fombonne-Rouvier est urbaniste. Dans le cadre de sa mission au Conseil d'architecture et d'urbanisme de la Savoie, elle aide les villages à se réinventer, pour sortir du système «tout ski-tout neige», menacé par les dérèglements climatiques. Dans le massif de la Vanoise, René Meilleur et son fils Maxime sont savoyards dans l'âme. Chefs d'un restaurant trois étoiles, ils défendent le goût de la Savoie.



**LA SELECTION
DU MIDI LIBRE**

ENEMY



21h00



Professeur d'histoire à l'université, Adam Bell semble avoir mis son existence en pilotage automatique. Routinier, son quotidien le mène de ses cours à la fac à sa vie sans histoire avec Mary, sa compagne. Lui trouvant une mine fatiguée, l'un de ses collègues lui conseille de se détendre en regardant un film. Ayant emprunté le DVD d'une série B, Adam découvre que l'un des acteurs, Anthony St Claire, lui ressemble comme deux gouttes d'eau. Bouleversé par leur stupéfiante gémellité, il se met à enquêter sur son mystérieux double.

**LE MONDE DE JAMY
CHIOTS, CHATONS
LES PREMIERS PAS DE NOS
ANIMAUX PRÉFÉRÉS**



21h00



Ils sont petits ou grands. Domestiques ou sauvages. Nous les aimons et vivons depuis toujours avec eux. Mais qui sont-ils vraiment ? Que se passe-t-il dès la naissance ? Comment bien se comporter face à eux ? Voici quelques questions et bien d'autres auxquelles l'émission va tenter de répondre. Chaque année, 100.000 chiots et chatons naissent en France. Ces irrésistibles boules de poils connaissent la période la plus intense de leur vie : ils n'ont que quelques mois pour passer de l'enfance à l'âge adulte.

**LE MEILLEUR
PÂTISSIER**

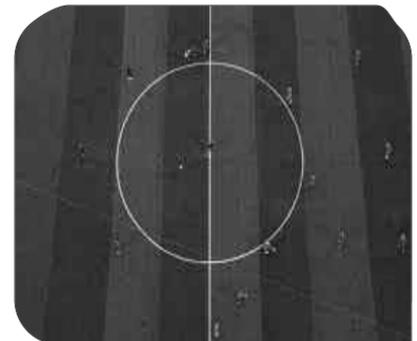


21h00



Pour la première fois, les pâtisseries amateurs vont concourir en équipe : l'équipe de la moitié Nord, en tablier gris, se mesurera à l'équipe de la moitié Sud, en tablier jaune. - *Le défi de Cyril* : la tarte tropicaine vs la tarte normande - *Pour cette première manche du combat Nord contre Sud, les candidats vont s'affronter en duel. Ils auront deux heures pour relever au mieux le défi lancé par Cyril et espérer remporter leur duel* - *L'épreuve technique de Mercotte* : Le piquenchagne -. Cette tourte aux poires rustique est composée d'une pâte à pâté, de poires cuites dans un appareil à crème et rehaussée de poires pochées.

CROATIE - FRANCE



21h00



Après une rentrée réussie, avec 2 victoires inaugurales, et 3 petits jours après avoir accueilli le Portugal, l'équipe de France affronte à nouveau les Croates, cette fois sur leur terrain. Les vice-champions du monde seront en quête de revanche après un match aller à sens unique, où les Bleus se sont imposés sur le score de 4 à 2. D'autant que Perisic et ses coéquipiers comptaient, pour leur part, deux défaites en autant de rencontres après deux journées.

Fajr	06h04
Dohr	13h16
Asr	16h07
Maghreb	18h45
Icha	20h19

A TRAVERS L'UNITÉ NATIONALE

LE PEUPLE SAHRAOUI A MIS FIN À L'ÈRE DE LA DISLOCATION

Le président du Conseil consultatif sahraoui (CCS), Ould Souilem Meghifri, a affirmé lundi soir dans la région de Bir-Lahlou, que "par la proclamation de l'unité nationale sahraouie le 12 octobre 1975, le peuple sahraoui a mis fin à l'ère de la division et de la dislocation".

"Le 12 octobre 1975 renvoie à la datation pour la première fois d'un peuple avec une identité, une vision et un objectif uniques, enterrant ainsi définitivement l'ère de la division et de la dislocation du peuple sahraoui", a déclaré M. Meghifri à l'APS, en marge de la célébration du 45^e anniversaire de l'unité nationale.

Et de lancer à ce propos et au nom du front Polisario: "Nous mourons unis, plutôt que de vivre divisés".

"Le peuple sahraoui célèbre aujourd'hui (hier lundi-ndlr) l'anniversaire de l'unité nationale, dans une conjoncture totalement différente de celle de sa proclamation", a soutenu le président du CCS, ajoutant que "le peuple sahraoui a enregistré de nombreux martyrs tombés au champ d'honneur en vue de déjouer les tentatives d'assimilation du peuple sahraoui, pour se tourner résolument vers une architecture nationale globale et rassembleuse".

Le peuple sahraoui a célébré lundi l'anniversaire de l'unité, récoltant les fruits de 45 années d'acquis et de victoires, à différents niveaux, et déterminé plus que jamais à parachever le recouvrement de la souveraineté de la République arabe sahraouie démocratique, sous la conduite du Front Polisario son représentant unique et légitime, et porte drapeau de sa lutte légitime contre l'occupation.

"Dans leur lutte face à l'occupant marocain, les militants et militantes sahraouis se doivent de traduire l'unité nationale dans leurs comportements et pratiques, et pour l'encadrement et les dirigeants de l'adopter comme soubassement dans les approches et politiques", a souligné M. Meghifri, tout en saluant la résistance héroïque des militants (es) du front Polisario dans les



territoires occupés et en exprimant le soutien aux détenus sahraouis dans les geôles marocaines et aux étudiants sahraouis dans la diaspora.

Le président du CCS a appelé, en outre, les citoyens sahraouis dans les camps de la dignité à redoubler d'efforts pour faire rayonner l'esprit du 12 octobre 1975, jusqu'au recouvrement de l'indépendance et de la liberté du peuple sahraoui.

La décolonisation du Sahara occidental est "une tâche urgente"

Le ministre des Finances sud-africain, Tito Mboweni, a déclaré que la question de décolonisation du Sahara occidental est "une tâche urgente", invitant d'autres États africains et partis politiques à s'unir pour mettre un terme à l'occupation de ce territoire non autonome.

Dans une série de tweets publiés, lundi, le ministre Mboweni a invité des "États de première ligne", des mouvements de libération et partis politiques en Afrique,

notamment du Mozambique, de l'Angola, du Zimbabwe et du Timor oriental (Asie) et du Nicaragua (Amérique centrale), à "s'unir pour résoudre la question sahraouie".

Dans un de ses tweets, M. Mboweni s'est interrogé: "Pourquoi de nos jours, un pays africain est autorisé à en coloniser un autre".

Frères et sœurs, non, cela doit prendre fin. La liberté pour le Sahara occidental doit intervenir maintenant".

Il s'agit, pour le ministre sud-africain, d'une "tâche urgente. Ce truc de diplomatie ne fonctionne pas. Faisons-nous entendre haut et fort. Nos camarades d'armes, nous devons en terminer avec la question du Sahara occidental. L'hésitation est inefficace", a-t-il insisté.

Dans un autre tweet, M. Mboweni, s'est adressé notamment au Front Polisario, représentant du peuple sahraoui, Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor Oriental (Fretelin), Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo),

Front de libération du Mozambique (Frelimo), Union nationale africaine du Zimbabwe (Zanu), Union du peuple africain du Zimbabwe (Zapu) et au mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA).

Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'Onu portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

PARKINGS ANARCHIQUES 114 PERSONNES ARRÊTÉES À CHLEF DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

114 personnes ont été arrêtées, depuis le début de l'année en cours, par les services de la sûreté de wilaya de Chlef pour des affaires de création de parkings sans autorisation, a indiqué, un communiqué de ce corps sécuritaire.

Les 114 personnes ont été interpellées depuis le début de l'année en cours au titre d'opérations visant à assurer la fluidité du trafic routier en milieu urbain, et à contrôler l'activité des surveillants de parkings.

Ces arrestations, inscrites au titre des opérations d'organisation du trafic routier en milieu urbain et de lutte contre le phénomène des parkings anarchiques, ont été réalisées durant des patrouilles régulières au niveau des quartiers et artères principales du centre-ville, enregistrant un important flux de la population locale et des wilayas avoisinantes. Une procédure judiciaire a été instruite contre à l'encontre des mis en cause dans cette affaire pour "création de parkings sans autorisation", est-il ajouté de même source.

QUALIFICATIONS CAN U-20

LES ALGÉRIENS EN STAGE À PARTIR D'AUJOURD'HUI

La sélection algérienne des moins de 20 ans (U-20) effectuera à partir d'aujourd'hui mercredi un nouveau stage au centre technique national de Sidi-Moussa, dans le cadre de sa préparation aux qualifications de la Can-2021, a rapporté la Fédération algérienne de football (Faf) sur son site.

En prévision de ce second stage qui s'étalera jusqu'au 26 octobre, le staff technique, conduit par le sélectionneur Saber Bensmaïn, a convoqué 30 joueurs, dont 8 du CR Belouizdad et 6 du Paradou AC, soit les 2 clubs les plus représentés.

Un premier regroupement des U-20 s'était déroulé du 25 septembre au 10 octobre à Sidi-Moussa, après six mois d'inactivité

causés par la pandémie de coronavirus.

Ces stages entrent dans le cadre de la préparation du tournoi de l'Union nord-africaine de football (Unaf) en Tunisie, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations-2021 (Can-2021) de la catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains.

Liste des joueurs :

Gardiens de but : Maâchou Redouane (CR Belouizdad), Boudiaf Idris (ES Sétif), Ramdane Abdelatif (JS Kabylie), Yacoubi Mohamed Elamine (MC Alger).

Joueurs de champ : Bekkouche Chamseddine, Belkhir Mohamed Islam,

Azzi Mohamed, Belhaidja Mounir, Benzid Necer Merouane, Kerrache Mohyiddine, Bouras Akram (CRB), Hamidi Mohamed Réda, Bara Khalil, Titraoui Yacine, Dadda Miloud Abdessalem, Mancor Abdeldjalil, Boukerma Mohamed (Paradou AC), Tamimi Abdelkader, Khalidi Zakaria, Belloumi Mohamed Bachir (MC Oran), Nechat Djabri Farès, Arfi Hodeifa (JSK), Berkat Oussama (CA Batna), Rahmani Aymene, Neche Houssein (MCA), Bouchanene Aimene (USM Alger), Bekrar Mounsef (ESS), Saber Abderraouf (HB Chelghoum Laïd), Djelloul Abbou M'hamed (RC Relizane), Bendouma Abdellah (USM Bel-Abbès).